

RAPPORT D'ACTIVITE



2013

SOMMAIRE

1. Qui sommes-nous ?.....	3
2. Que faisons-nous et comment ?	7
3. Les faits marquant l'association en 2013	9
4. Panorama de nos projets en 2013	10
4.1 De nouveaux projets, de nouvelles thématiques, de nouveaux partenaires.....	10
Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'action pour le développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dans les provinces du sud	10
Appui à l'insertion socio-économique des jeunes de la commune rurale de mallousa dans la province de Fahs-Anjra.....	13
Unité de pompage solaire pour l'irrigation goutte à goutte de la ceinture verte de la ville de Ouarzazate	16
4.2 Les projets en cours.....	19
Programme d'appui et d'accompagnement à l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD) dans les provinces et préfectures du nord	19
Stimulating Community Initiatives in Sustainable Land Management (SCI-SLM)	29
Appui et accompagnement à l'élaboration et la mise en œuvre des Initiatives Locales de Développement Humain (ILDH) dans six communes rurales et un quartier urbain de la province de Chefchaouen.....	33
4.3 Les projets achevés en 2013.....	39
Appui aux Dynamiques de Développement des Territoires Ruraux en Méditerranée	39
La mise en cohérence territoriale des produits de la planification des communes de la région Tanger-Tétouan	46
Étude sur la gouvernance économique des collectivités territoriales au Maroc	52
Programme d'appui et d'accompagnement à l'élaboration des Plans Communaux de Développement de huit communes de la province de Guelmim	57
5. Autres activités menées en 2013	60
5.1 Patrimoine culturel dans le Rif et l'Atlas : recensement, valorisation et préservation	60
5.2 Recensement des besoins en Renforcement des Capacités / Projet de Retour Temporaire de Nationaux Expatriés Qualifiés de l'OIM.....	62
5.3 Réorganisation des archives et de la documentation de l'association Targa	62
5.4 Participation à des conférences, séminaires et évènements nationaux et internationaux.....	62

Liste des sigles et acronymes

A2DTRM	Appui aux Dynamiques de Développement de Territoires Ruraux en Méditerranée
ACCD	Agence Catalane de Coopération au Développement
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AID/Q	Atelier inter-douar/quartier
AMAPPE	Association Marocaine d'Appui à la Promotion de la Petite Entreprise
APDN	Agence pour la Promotion et le Développement du Nord
BDD	Base de données
CCPP	Comité Communal de Planification Participative
CDM	Collectif Démocratie et Modernité
CLDH	Comité Local de Développement Humain
CPDH	Comité Provincial de Développement Humain
CPEC	Commission de la Parité et de l'Égalité des Chances
CR	Commune Rurale
CRTT	Conseil Régional Tanger-Tétouan
DAS	Division de l'Action Sociale
DCL	Division des Collectivités Locales
DGCL	Direction Générale des Collectivités Locales
DPA	Direction Provinciale de l'Agriculture
EAC/Q	Équipe d'Animation Communale/de Quartier
ESS	Économie Sociale et Solidaire
ETC	Équipe Technique Communale
FDP	Forum de Diagnostic Participatif
GEF	Global Environment Facility
GIE	Groupement d'Intérêt Économique
HCP	Haut-Commissariat au Plan
IAMM	Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
IAV	Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II de Rabat
ILDH	Initiative Locale de Développement Humain
INDH	Initiative Nationale de Développement Humain
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACA	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PCD	Plan Communal de Développement
PDI	Programme de Développement Intégré
PNB	Parc Naturel Bouhachem
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
REL	Rapport d'État des Lieux
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SCI-SLM	Stimulating Community initiatives in Sustainable Land Management

SIC	Système d'Information Communal
SIG	Système d'Information Géographique
SWOT	Strengths Weaknesses Opportunities Threats

1. Qui sommes-nous ?

Créée en 1998, l'Association Interdisciplinaire pour le Développement et l'Environnement Targa-AIDE s'inscrit dans le prolongement de l'activité d'un groupe de jeunes enseignants chercheurs qui œuvre, depuis le début des années 80, au sein de la Direction de Développement Rural de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II de Rabat.



Targa-AIDE est une **association à but non lucratif**, indépendante dans son fonctionnement, qui se donne pour mission de contribuer à l'instauration d'une dynamique de développement durable qui vise la réduction des inégalités socio-économiques et la consolidation d'une culture de démocratie locale participative.

Targa s'appuie sur le savoir-faire de **chercheurs et experts pluridisciplinaires** qui croisent leurs approches autour d'une même préoccupation : la contribution à la recherche de modèles de développement conciliant la viabilité des ressources naturelles et l'évolution des sociétés.

La pluridisciplinarité permet, dans ce sens, de prendre en compte, d'une part, les spécificités locales, la diversité des contextes socio-culturels, économiques, institutionnels et environnementaux, et d'autre part d'inscrire les populations et leurs espaces dans des ensembles socio-économiques et géopolitiques de plus en plus larges et intégrés.

Mission et valeurs

La mission et les valeurs de Targa se sont construites progressivement à travers les différentes expériences.

Targa a pour mission de **contribuer à l'instauration d'une dynamique de développement durable** qui vise la réduction des inégalités socio-économiques et la consolidation d'une culture de démocratie locale participative.

Ces valeurs sont déclinées dans la **vision stratégique** décennale de l'Association :

« TARGA, association interdisciplinaire, est une école de valeurs et d'excellence au service du développement et de l'innovation, fidèle à un héritage humaniste et critique »

Nos métiers

- ✕ Savoirs et innovation pour le développement
- ✕ Appui et conseil
- ✕ Accompagnement de proximité et renforcement des capacités

Les quatre orientations stratégiques fixées pour l'association en 2006 :

- Création et pérennisation de mécanismes de production et de diffusion des résultats de recherches.
- Construction d'une identité théorique et opérationnelle sur les questions de développement.
- Mise en œuvre d'un déploiement territorial consolidé et d'un partenariat diversifié et équilibré.
- Établissement de structures stratégiques et opérationnelles articulées, efficaces et transparentes.

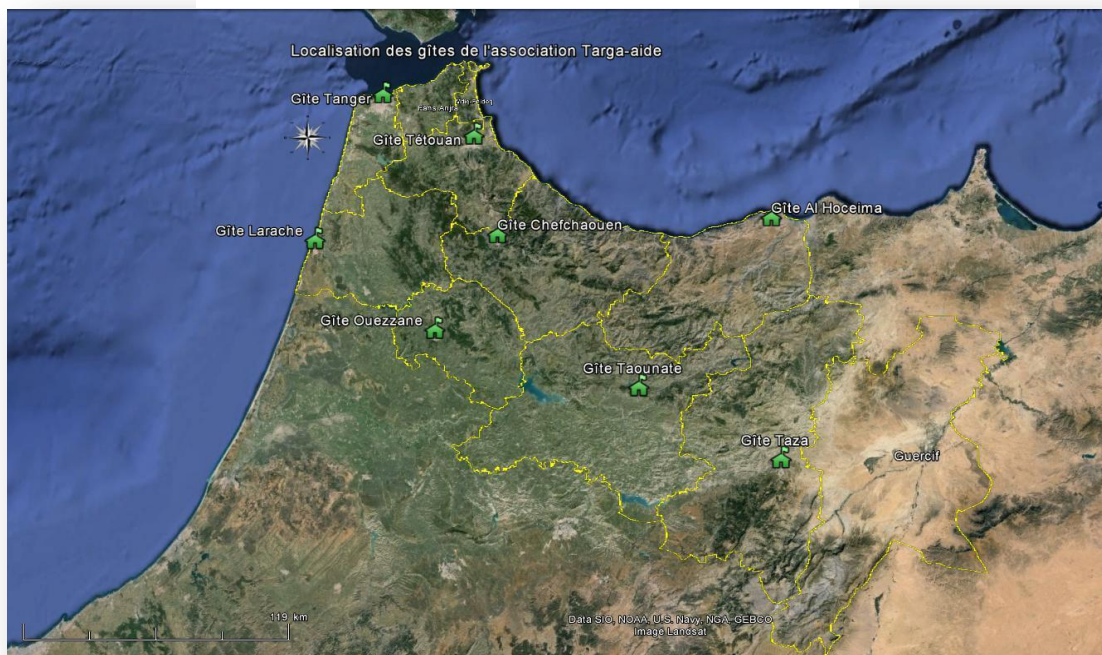
Nos ressources humaines

Près de 80 salariés

Des pôles de compétences : Pôle Formation et renforcement de capacités, Pôle gestion des données SIG, Pôle Pilotage du Programme d'appui et d'accompagnement à la réalisation des Plans Communaux de Développement, Pôle audio-visuel et communication, Pôle AGR.

La proximité : Des équipes de Targa basées sur 8 sites, dans 8 provinces du Nord du Maroc.

Localisation des gîtes de l'Association Targa-aide



2. Que faisons-nous et comment ?

La démarche de Targa consiste à conjuguer dans une approche intégrée trois pôles de compétence :

- ✕ **Recherche-Action**
- ✕ **Renforcement des capacités**
- ✕ **Appui aux dynamiques de développement**

Au fil des années et grâce à son expertise, à la diversité de ses activités et au développement de sa structure de gestion, Targa s'est vue de plus en plus sollicitée par les populations rurales, les associations de développement local et les pouvoirs publics. Depuis 1998, Targa a parcouru un long chemin de maturité marqué **par trois périodes correspondant à l'évolution de ses domaines d'intervention** :

Développement communautaire (1998-2000) : Targa a continué dans la même dynamique que celle initiée au sein de l'IAV Hassan II, notamment le **montage et la mise en œuvre de projets de développement communautaire, avec les populations rurales des zones de montagnes** (Ouneine dans le Haut Atlas, la vallée de Bni Idder, la commune de Tanaqob, la commune de Tassift dans le Rif occidental). Targa a participé à des projets essentiellement financés par des fonds de la coopération internationale (la coopération autrichienne, suisse, espagnole...).



Réunion d'échange avec la population de Talambote, province de Chefchaouen

Développement rural (2000-2004) :

Cette période se caractérise par un **rapprochement important des départements ministériels, collectivités locales et organismes étatiques** pour promouvoir le développement rural. En effet, ce n'est que depuis une dizaine d'années que la planification stratégique de développement rural a été placée au centre des préoccupations des pouvoirs publics au Maroc. Targa a conduit et a participé à des études aboutissant à la définition de certaines politiques publiques ciblant le monde rural, notamment la définition d'une nouvelle démarche de projets de Développement Rural Intégré (DRI) notamment pour les zones non-irriguées.

Planification participative du développement et renforcement des capacités (depuis 2004) : Suite aux changements contextuels importants que connaît le Maroc depuis une dizaine d'années, notamment avec l'avènement de l'INDH et l'accélération du processus de la décentralisation, les pouvoirs publics se sont rendu compte de la nécessité d'adopter une **approche participative du développement** et d'introduire des innovations conceptuelles et méthodologiques dans leur travail avec les populations. Depuis 2004 Targa s'est beaucoup investie dans **l'accompagnement et le renforcement des capacités, la stratégie, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation des programmes publics** de développement.



Atelier participatif communal

A partir de 2009 Targa s'est engagée dans des programmes de grande échelle en partenariat avec des acteurs institutionnels majeurs du pays. Trois organismes publics, le Ministère de l'Intérieur à travers la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), l'Agence pour la Promotion et le Développement du Nord (APDN) et l'Agence de Développement des Provinces du Sud, ont sollicité le savoir-faire de Targa, notamment en matière de concertation et de négociation avec les populations. Targa intervient ainsi comme facilitateur sur le terrain notamment pour la mise en œuvre de programmes de développement d'envergure (Appui de communes dans l'élaboration de leur Plan Communal de Développement, de leur ILDH...).

Dans le même temps, Targa poursuit ses activités d'études et de recherche : étude sur la bonne gouvernance économique des collectivités locales, élaboration d'une démarche méthodologique pour la mise en cohérence territoriale des produits de la planification communale de la Région Tanger-Tétouan, identification des innovations communautaires, étude sur le développement de l'Economie Sociale et Solidaire dans les Provinces du Sud du Maroc...

3. Les faits marquant l'association en 2013

Trois principaux éléments ont marqué la vie de l'association en 2013 :

✗ **la tenue de son Assemblée Générale le 27/05/2013** et la reconduction de son bureau.

✗ **la demande de l'agrément d'utilité publique**

Le développement des activités de l'association au cours des dernières années, le dimensionnement de son déploiement et la nature de son intervention ont poussé Targa a sollicité l'obtention de l'agrément d'utilité publique.

✗ **la création de l'association sans but lucratif Targa Belgique, une expérience Sud-Nord**

Partant du constat de la faible coopération entre communes belges et marocaines, malgré le potentiel que représente la coopération décentralisée, et compte-tenu de l'expérience de Targa-AIDE en matière d'accompagnement et d'appui aux communes rurales marocaines, est née l'idée de créer une antenne de Targa en Belgique.

Composition du bureau de l'association

Président : Mohamed Tozy
Président délégué : Larbi Firdawcy
Secrétaire Général : Abdeslam Dahman Saïdi
Trésorier : Khadija Serghini

Targa Belgique a pour but :

- 1- **Promouvoir la recherche-action** dans les domaines ayant un impact direct sur le développement humain durable et l'environnement (agriculture durable, économie sociale et solidaire, gestion des ressources naturelles et de l'énergie, aménagement du territoire, gestion des risques et catastrophes naturelles, renforcement des capacités, santé, cadre de vie, emploi, éducation au développement, culture, ...).
- 2- **Développer les échanges d'expériences innovantes et de bonnes pratiques** dans les domaines économique, social, institutionnel et environnemental et plus particulièrement ceux susceptibles d'impulser le développement territorial des collectivités locales.
- 3- **Accompagner les collectivités locales** dans la planification et la mise en oeuvre d'un développement territorial fondé sur la participation, la concertation et l'exercice de la démocratie locale.
- 4- **Promouvoir le partenariat, la coopération et les échanges** entre les collectivités locales des pays du Nord et celles des pays du Sud.
- 5- **Sensibiliser et stimuler l'engagement citoyen en Europe**, et particulièrement en Belgique, des résidents d'origine étrangère en général et marocaine en particulier et faciliter leur implication dans des actions de développement durable tant au Nord qu'au Sud.
- 6- **Organiser des actions de sensibilisation**, des formations, des séminaires, des événements et des échanges scientifiques.
- 7- **Editer et diffuser les résultats de la capitalisation des actions menées** afin de promouvoir et développer les partenariats Sud Nord et Nord Sud.

4. Panorama de nos projets en 2013

4.1 DE NOUVEAUX PROJETS, DE NOUVELLES THEMATIQUES, DE NOUVEAUX PARTENAIRES

Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'action pour le développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dans les provinces du sud

CONTEXTE

Depuis leur rattachement au Maroc, les provinces du Sud ont bénéficié sur leur territoire d'un certain nombre de politiques publiques de développement socio-économiques. Cependant, les efforts entrepris ne sont pas encore parvenus à répondre de façon satisfaisante aux attentes de nombreux segments de la population de ces provinces. En effet, si les indicateurs de développement humain se situent parmi les meilleures performances nationales, des inégalités importantes persistent selon les trois Régions et globalement le taux de chômage demeure plus élevé que dans le reste du Royaume. Par ailleurs, l'importance des aides publiques octroyées par l'Etat aux provinces du Sud conduit à un phénomène « d'assistanat » des populations.

Dans ce contexte, l'Agence du Sud s'est vu confier la mission de réunir l'expertise nécessaire à la réalisation d'une réflexion sur les problèmes issus de ces politiques de développement et sur les inflexions qu'il conviendrait d'y introduire, avec comme point focal l'ESS. C'est dans ce cadre que l'Agence du Sud a demandé à l'Association Targa de réaliser une étude sur l'ESS dans les provinces du Sud. Ce travail prévoit dans une première phase de conduire une identification générale de la situation dans les provinces du Sud, puis dans un deuxième temps, de proposer une stratégie opérationnelle et un programme d'action en vue de dynamiser l'ESS dans cette région du Maroc.

Partenaire : Agence pour la Promotion et le Développement Economique et Social des Provinces du Sud (APDS ou Agence du Sud)

Durée : 24 mois ; Mai 2013 - Mai 2015

OBJECTIFS DE L'ETUDE

- ✕ **L'identification des potentialités des provinces du Sud** au regard de leur propension à porter, promouvoir et développer des activités d'ESS ;
- ✕ **L'évaluation des activités économiques** présentes sur le territoire et **l'identification d'autres secteurs et niches** potentiels à même de valoriser et produire plus d'impact socio-économique en lien avec les exigences du développement durable ;
- ✕ **L'analyse des stratégies et approches adoptées par les différentes catégories d'acteurs**, notamment en matière d'ESS, d'activités génératrices de revenus (AGR) et d'appui à l'initiative privée ainsi que les expériences actuelles et en cours dans les domaines de la création d'emplois et la génération de revenus ;
- ✕ **Un benchmark des expériences et des bonnes pratiques** en matière d'ESS sur les plans institutionnel, juridique et technique aux niveaux national et international.

Sur la base des résultats de ces travaux, Targa **produira** :

- Un rapport contenant les **lignes directrices d'une stratégie** intégrée pour le développement et la promotion de l'ESS dans les provinces du Sud ;
- Un **plaidoyer** approprié tenant compte des facteurs économiques, sociaux, culturels, ethnographiques ;
- Un **plan d'action** décliné sur le court, le moyen et le long terme portant sur les différents aspects énumérés ci-dessus sera élaboré.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

Pour répondre à la demande de l'Agence du Sud et obtenir des premiers résultats et recommandations dans un délai de rapide de 3 mois, les activités se sont concentrées sur cette période et ont porté sur la **première phase de l'étude consacrée à l'élaboration d'une stratégie de développement de l'ESS** dans les provinces du Sud du Maroc ; l'objectif étant de développer une méthodologie de recherche innovante et de réaliser un diagnostic rapide des expériences de développement de l'ESS dans les provinces du Sud.



Visite d'une coopérative de maroquinerie à Tan Tan

Pour ce faire, une **revue des expériences de l'APDS** dans le domaine de l'ESS a été menée ainsi **qu'un benchmark initial** des bonnes pratiques institutionnelles, juridiques et techniques en matière d'ESS, tant au niveau national qu'international. Des **évaluations participatives rapides** de terrain ont été réalisées au sein des trois Régions du Sud, avec l'appui de personnes ressources, autour du concept d'ESS dans les processus de développement des provinces du Sud (rencontres avec les coordonnateurs provinciaux de l'Agence du Sud, de l'ADS, de Dar al Moubadara, du Programme Oasis Sud, visites de coopératives et associations...). Enfin, Targa a réalisé une revue synoptique des programmes de développement et des plans sectoriels des provinces du Sud afin d'identifier les domaines susceptibles de s'adresser à l'ESS.

Sur la base des recherches effectuées, Targa a produit un rapport préliminaire qui mentionne les **premières pistes d'une stratégie de développement de l'ESS dans les provinces du Sud**. Une synthèse de ce rapport a été élaborée et

Les orientations stratégiques qui résultent du pré-diagnostic :

- Promouvoir les marchés de l'ESS avec les organismes publics
- Développer les marchés de l'ESS avec les entreprises et appuyer la commercialisation
- Renforcer la participation des acteurs de l'ESS dans les stratégies de développement
- Aménager des accès spécifiques aux ressources naturelles du territoire pour l'ESS

remise à l'APDS pour alimenter une réflexion et un débat en cours sur le modèle de développement de l'ESS dans le Sud du Maroc.

PERSPECTIVES POUR 2014

Les phases de l'étude suivantes porteront sur la déclinaison de la stratégie et du plan d'action opérationnel pour le développement de l'ESS dans les provinces du Sud. Plus particulièrement il s'agira de :

- ✕ Réaliser un diagnostic participatif approfondi de l'état des lieux des activités de l'ESS, des potentialités et contraintes ;
- ✕ Cibler des secteurs, territoires, populations et acteurs concernés ;
- ✕ Définir des domaines d'action prioritaires et des principes de mise en œuvre ;
- ✕ Etablir un plan d'action précisant les mécanismes et outils de mise en œuvre (gouvernance, financement et accompagnement) et sa budgétisation ;
- ✕ Définir une feuille de route pour la mise en place de la stratégie ;
- ✕ Elaborer des fiches de faisabilité des projets.

Appui à l'insertion socio-économique des jeunes de la commune rurale de Melloussa dans la province de Fahs-Anjra

Nom du projet	Appui à l'insertion socioéconomique des jeunes de la commune rurale de Melloussa dans la Province de Fahs Anjra
Lieu	Commune de Melloussa (Province de Fahs Anjra - Région de Tanger Tétouan)
Bénéficiaires	Les jeunes de la commune de Melloussa
Durée du projet	18 mois : Mai 2013 – Novembre 2014
Budget global	
Partenaires	L'Association Marocaine d'Appui à la Promotion de la Petite Entreprise (AMAPPE) est le demandeur du projet. L'Association Targa-AIDE est partenaire du projet. La commune rurale de Melloussa est l'associé du projet.

CONTEXTE

La commune de Melloussa présente un **taux de chômage particulièrement élevé** (35% contre 9,1% au niveau national) combiné à un **niveau de scolarité très bas** : moins de 5% des habitants ont un niveau scolaire primaire avancé. Comme dans l'ensemble du pays, les jeunes sont les plus touchés par le chômage. L'analphabétisme touche près la moitié de la population âgée de 15 à 45 ans. Par ailleurs, si quelques associations locales de développement existent, la plupart sont inactives. Malgré ces constats préoccupants, la commune possède un certain nombre d'atouts et de fenêtres d'opportunités tels que l'installation récente de l'usine Renault à Melloussa et l'avènement du port de Tanger-Med qui augurent la création de milliers d'emplois. En réponse à un appel à proposition de l'Union Européenne, l'AMAPPE a proposé à l'Association Targa-AIDE d'associer leurs expertises respectives dans le cadre d'un projet visant à appuyer l'insertion socio-économique des jeunes de la commune de Melloussa. Ses principaux axes consistent à : i) créer un centre d'accueil au sein de la commune visant à orienter les jeunes dans leurs recherches professionnelles, ii) renforcer les capacités des acteurs communaux et associatifs, et iii) proposer des formations professionnelles destinés aux jeunes.



Objectif Général : Appuyer l'insertion socioéconomique des jeunes relevant de la commune de Melloussa.

R 1: Création d'une cellule d'accueil au sein de la commune afin d'orienter **les jeunes** à trouver des perspectives professionnelles. Au moins 200 jeunes y sont attendus. (à confirmer?)

R2: Programme de renforcement de capacité de 30 **acteurs associatifs** et 20 **agents communaux**. A terme, la société civile et l'ensemble de la province de Fahs Anjra devraient en sortir renforcés.

R3: Formation en entrepreneuriat pour 100 jeunes souhaitant créer leur propre activité économique; et **Formation professionnelle** à des métiers liés aux besoins de la Région pour 50 jeunes.

PRINCIPALES ACTIONS PROGRAMMEES

- Mise en place de la coordination de l'action : création d'un comité de pilotage et d'une équipe opérationnelle.
- Initiation de l'action dans la commune de Melloussa : campagne d'information sur l'action.
- Mise en place de la cellule d'accueil et d'orientation pour l'emploi et la création d'entreprises : définir les termes de référence, recruter les animateurs et doter la cellule de moyens de travail nécessaire.
- Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités des associations locales de développement, des coopératives et des agents de la commune dans la création d'AGR : organiser des ateliers à vocation économique pour les acteurs sélectionnés.
- Etude sur les métiers porteurs et demandés dans les bassins d'emploi de Tanger-Med et Renault.
- Elaboration et mise en œuvre d'un programme de formation pour 100 jeunes sur la création et la gestion d'entreprise (montage de projet, étude de faisabilité, business plan, etc).
- Mise en œuvre d'un programme de formation professionnelle destiné à 50 jeunes sur 5 secteurs à identifier.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

L'année 2013 a principalement été consacrée à la mise en place du projet. Une réunion de présentation du projet aux élus de la commune et à des représentants de la société civile locale a été organisée le 21/11/2013. L'équipe opérationnelle du projet a été constituée (un chargé de projet) et la cellule d'accueil et d'orientation mise en place. Elle regroupe un conseiller sénior et 2 conseillers juniors recrutés localement. Cette cellule est abritée dans les locaux du siège de la commune de Melloussa qui est associée au projet ; ceci afin de favoriser l'appropriation et la durabilité du projet.

Au cours de cette phase d'installation, le rôle de Targa a surtout consisté en la tenue de réunions d'échanges et d'informations avec les membres de la commune et les élus et la facilitation de la mise en place de la cellule d'accueil et d'orientation (notamment son recrutement). Forte de son expérience d'accompagnement et d'appui de cette commune dans le cadre de l'élaboration de son

PCD et ayant une très bonne connaissance de ce territoire, Targa joue un rôle de référent et de facilitateur dans le projet.

PERSPECTIVES POUR 2014

Au cours des premiers mois de 2014, les premiers groupes de jeunes à former devraient être identifiés et les formations à dispenser identifiées et mises en place. La cellule créée sera pleinement opérationnelle, jouant ainsi son rôle de conseil et orientation. Dans un deuxième temps les associations et coopératives locales ainsi que les agents de la commune concernés devraient être formés à la création d'AGR.

Unité de pompage solaire pour l'irrigation goutte à goutte de la ceinture verte de la ville de Ouarzazate

Nom du projet	Unité de pompage solaire pour l'irrigation goutte à goutte de la ceinture verte de la ville de Ouarzazate
Lieu	Municipalité de Ouarzazate
Durée du projet	Novembre 2012 à octobre 2014
Budget global	
Partenaire	Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

Vue aérienne du site à équiper (image Google Earth fournie par la Direction provinciale des Eaux et Forêts)

CONTEXTE GENERAL

La ville d'Ouarzazate est située au piedmont sud du Haut Atlas dans la vallée en aval des confluent de l'Oued Draa à la porte du Grand Sahara. La ville, avec un ensoleillement direct de 2635kWh/m²/an, dispose d'un gisement solaire parmi les plus importants à l'échelle mondiale. Cet atout justifie le choix d'Ouarzazate pour abriter



la plus grande station solaire thermique à concentration qui devra permettre de développer une puissance totale de 500 MW, par phases successives dont la première, en construction, développera une puissance estimée entre 125 et 160 MW.

Le site de Ouarzazate se caractérise aussi par sa faible pluviométrie (la moyenne annuelle des précipitations est de 115 mm) et par l'aridité de son environnement (les températures moyennes varient entre -5°C et 20°C en hiver et entre 30°C et 45°C en été). Ces contraintes climatiques ont guidé le choix des autorités de doter la ville d'une Station de Traitement des eaux usées (STEP) dans la perspective d'une réutilisation de ces eaux traitées notamment dans le domaine arboricole.

En 2007, un **projet d'une ceinture verte** de 1 800 ha a été proposé au Chef de l'Etat et programmé pour une réalisation en tranches successives.

Une première tranche de près de 70 ha utilisant les eaux souterraines issues de trois forages a été équipée de deux groupes électrogènes.

Une seconde tranche de 185 ha, située de part et d'autre de l'Oued Ananim et composée de deux parcelles (01, et 03 sur la Photo 1), a été programmée à proximité de la STEP pour utiliser les eaux recyclées avec un pompage électrique.

L'idée de changer le pompage électrique existant en pompage solaire a été retenue comme expérience pilote pour vérifier la faisabilité et la viabilité économique et environnementale d'une telle solution.

L'option solaire confère à ce projet une forte valeur ajoutée écologique dans la mesure où les eaux usées d'une ville fortement aride sont récupérées et écologiquement recyclées pour être utilisées par pompage solaire pour la création d'un espace vert récréatif autour de la ville.

CONSISTANCE DU PROJET

Ce projet consiste en **l'apport d'une assistance technique pour l'équipement solaire de la station de pompage** existante et notamment le dimensionnement de cette installation.

Le Bureau d'Etude responsable de l'établissement des plans des installations d'irrigation s'est basé sur l'option d'un pompage par groupe Diesel. Or l'option solaire nécessite une révision complète des choix techniques initialement pris dans l'optique d'un pompage conventionnel. L'utilisation complète de la disponibilité de l'énergie solaire journalière implique un fonctionnement du pompage durant toute la journée et donc un choix de pompes de moindre puissance et, par voie de conséquence, une révision des dimensions des canalisations de transport et de distribution de l'eau. En d'autres termes, l'adoption du pompage solaire, nécessite une révision de toute la conception initiale du projet.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

La révision de la conception initiale du projet a été initiée lors de la première visite de terrain effectuée par Targa entre le 16 et 18 janvier 2013, avant le démarrage du chantier pour l'installation des infrastructures hydrauliques. Par la suite, un travail approfondi a été mené avec les ingénieurs du Bureau d'Etude pour réviser les choix techniques opérés et les adapter à l'option solaire. Les détails techniques de l'unité du pompage ne peuvent être déterminés avec précision qu'après

l'achèvement des travaux hydrauliques et la construction du local technique de l'unité de pompage. Ces travaux préliminaires concernent l'installation d'un bassin de stockage de 5000 m³ et de deux réseaux hydrauliques d'irrigation goutte à goutte alimentant les deux parcelles

Installation des panneaux solaires sur la station de pompage



composant l'espace vert pris en charge par ce projet. En plus de ces installations, il était prévu la construction d'un local technique à proximité du bassin destiné à accueillir les têtes des deux réseaux hydrauliques de la station de pompage solaire. Les panneaux photovoltaïques devraient être installés partiellement sur le toit de ce local technique.

Targa a été finalement informée de l'achèvement des travaux préliminaires décrits ci-dessus fin octobre 2013, soit près d'une année après la signature de la convention avec le PNUE. Une mission a été organisée pour visiter les nouvelles installations et surtout pour relever les distances et les mesures nécessaires pour calibrer les prises d'eaux à partir du bassin jusqu'au local technique ainsi que pour l'installation des supports des panneaux photovoltaïques. Cette visite de terrain a donné lieu à un compte rendu d'entente sur les choix techniques pour la station de pompage. Ces données ont permis par la suite de redimensionner la station solaire de pompage

PERSPECTIVES POUR 2014

A l'achèvement des travaux relatifs à la station de pompage qui ont démarré le 9 décembre 2013 une mission de contrôle du bon fonctionnement de la station sera organisée.

Cette expérience représente un modèle démonstratif des applications possibles des énergies renouvelables notamment pour soutenir le label de "Ville - Solaire" voulu par les autorités locales pour la ville d'Ouarzazate. Effectivement, avec l'installation à Ouarzazate de la plus grande station thermique solaire à concentration de toute la région, les autorités locales veulent que la ville devienne une référence mondiale dans le domaine solaire.

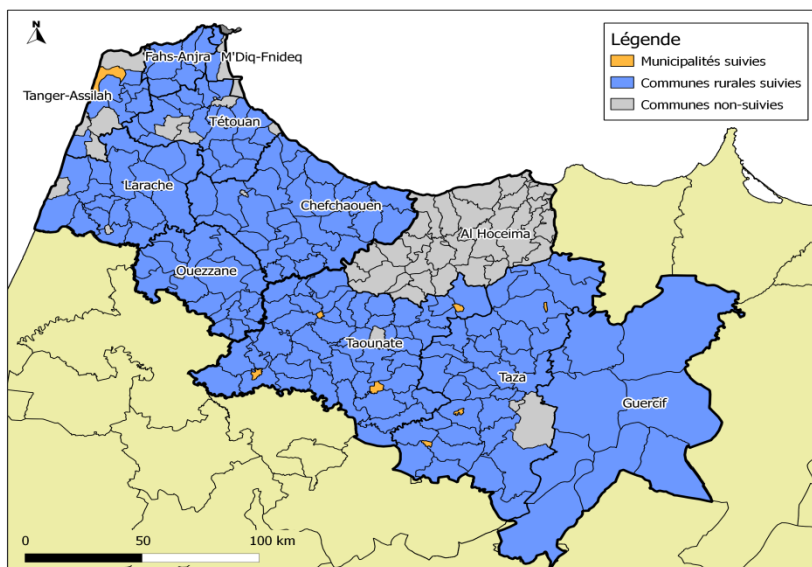
4.2 LES PROJETS EN COURS

Programme d'appui et d'accompagnement à l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD) dans les provinces et préfectures du nord

Lieu	188 communes dont 8 municipalités et 19 centres des provinces et préfectures de Guercif, Taza, Taounate, Chefchaouen, Ouezzane, Larache, Tétouan, Tanger-Assilah, Fahs-Anjra, M'Diq Fnideq
Bénéficiaires	Communes rurales et municipalités de moins 35000 habitants des provinces et préfectures concernées, société civile locale, Divisions des Collectivités Locales (DCL) de chaque province ou préfecture
Durée du projet	Du 14/12/09 au 31/12/14 et reconduction jusqu'au 31/12/2017
Budget global	
Partenaire(s)	DGCL - Direction Générale des Collectivités Locales APDN - Agence pour la Promotion et le Développement Économique et Social des Préfectures et Provinces du Nord – Maroc

PRESENTATION DU PROJET

Démarré en décembre 2009, le projet s'inscrit dans un **contexte national** marqué par la politique de décentralisation promue par l'Etat marocain qui vise à renforcer le rôle des collectivités territoriales et des élus locaux, jusqu'alors marginalisés et disposant de peu de pouvoirs décisionnels, dans le processus d'identification et de mise en œuvre des politiques de développement territorial.



Conformément à cette volonté, la dernière réforme de la Charte Communale¹ renforce sensiblement et précise davantage le rôle des conseils communaux en matière de développement socio-économique local, dans la prise de décision, la gestion et l'aménagement du territoire, en leur conférant notamment la compétence d'élaborer leur Plan Communal de Développement.

¹ Loi n° 17-08 modifiant et complétant la loi n°78-00 portant Charte Communale telle que modifiée et complétée, promulguée le 18 février 2009 et publiée dans le Bulletin Officiel n° 5714 du 5 mars 2009.

Cet engagement de l'État au profit du développement local et de la maîtrise du territoire et de ses ressources, nécessite un accompagnement des collectivités locales en matière de planification stratégique.

Objectifs du programme

Ce programme s'inscrit dans une logique **d'implantation pérenne au niveau local d'une culture de la planification** en s'appuyant sur l'implication et la responsabilisation des élu(e)s ainsi que sur l'amélioration du niveau d'opérationnalité du personnel communal et des acteurs de la société civile locale, à travers :

- ✕ Le renforcement des capacités communales en matière de planification stratégique et participative ;
- ✕ L'affirmation de la transparence de l'action de la commune vis-à-vis de ses administrés.

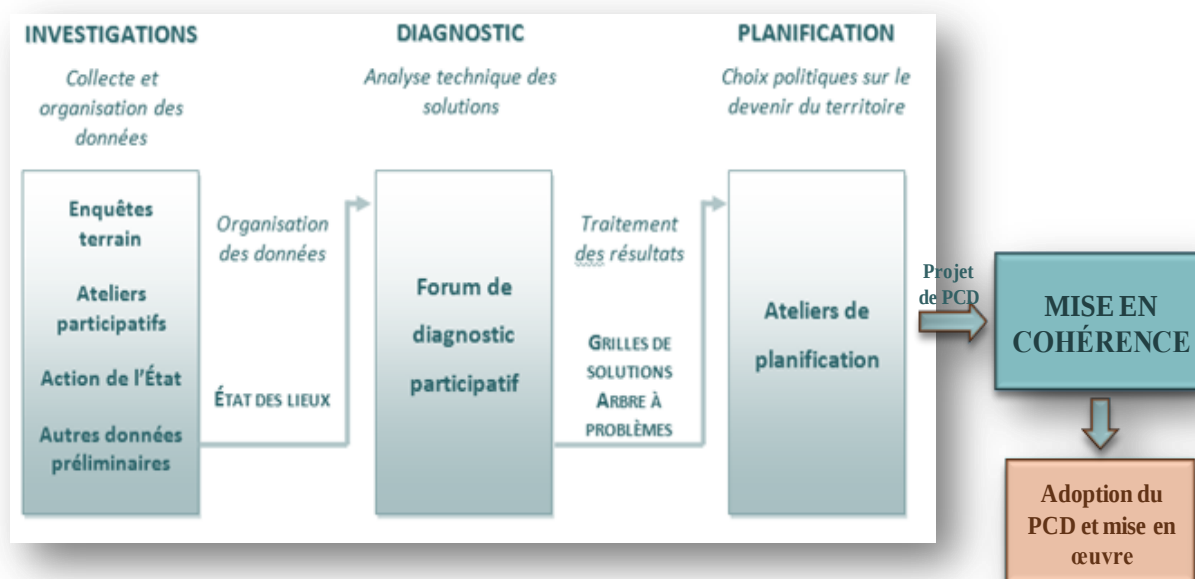
L'objectif poursuivi à travers l'appui et l'accompagnement à l'élaboration du PCD est donc de réduire progressivement, l'écart qui existe entre les objectifs généraux de la loi qui fait obligation pour chaque commune de se doter de son PCD (Charte communale) et la modicité des moyens humains (notamment les compétences requises) et matériels souvent réduits dont dispose la commune.

Il s'agit par-là de faire en sorte que la commune s'approprie la démarche d'élaboration du PCD telle que tracée dans le Guide d'élaboration du PCD de la DGCL, à travers l'implication de ses élu(e)s et l'amélioration du niveau d'opérationnalité de certains membres de son personnel et de certains membres de la société civile ayant un ancrage local. Ainsi, la commune, à terme, devrait être capable de conduire l'actualisation des données principales de cette opération dans des phases ultérieures.

Fondements de la démarche

- Faire faire
- Internalisation
- Transferts de compétences
- Participation
- Intégration des actions
- Diffusion et échange d'informations

Démarche d'intervention



Moyens de l'action

Déploiement des ressources humaines et conditions techniques

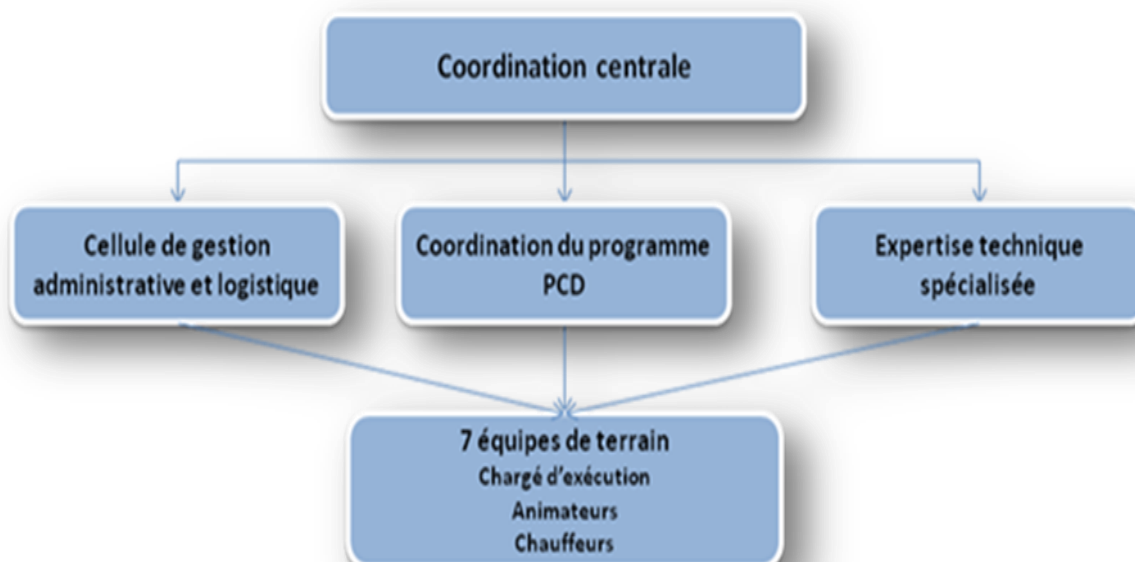


Schéma d'organisation des ressources humaines

Le renforcement des capacités

Le processus d'accompagnement des communes dans l'élaboration du PCD est soutenu en continu par **des actions de formation et d'encadrement**. On distingue :

La « formation des encadrants » sur les différentes activités de formation et de renforcement des capacités dispensées aux équipes Targa (au siège de l'association à Rabat et/ou au niveau provincial pour les équipes de terrain) ;

La « formation des acteurs locaux » qui regroupe les formations dispensées à l'échelle provinciale et/ou des cercles (agrégat de communes) au bénéfice des acteurs locaux représentant les différentes communes ;

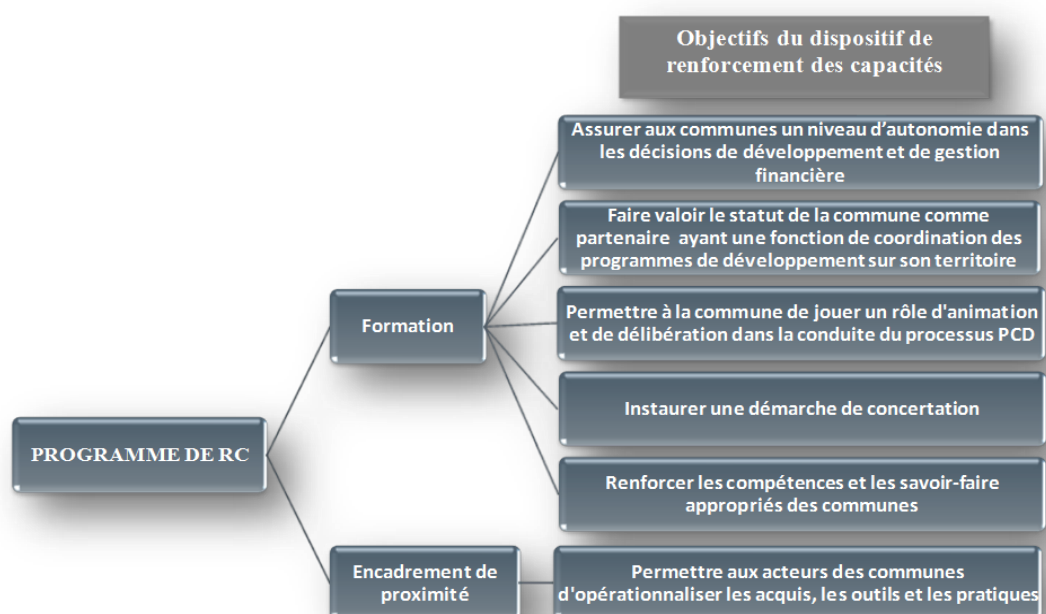
La « formation action » qui concerne spécifiquement l'équipe technique communale avec le secrétaire général de commune, cette intervention s'effectue à l'échelle de la commune et prend la forme d'ateliers de travail, visant l'application des acquis dans le contexte propre de la commune (le faire faire).

Le renforcement des capacités dans la première phase d'élaboration du PCD s'étale dans le temps de façon à suivre et à assurer les ajustements pédagogiques nécessaires à la réalisation des activités relatives aux différentes étapes du processus.

Alliant des formations temporaires et des formations action continues au niveau communal, cette approche permet de renforcer progressivement les capacités des acteurs locaux de façon à assurer par eux même les différentes activités de planification.

Le renforcement des capacités des acteurs locaux en planification territoriale qui est mis en place dans une deuxième phase vient consolider et intégrer les acquis des quatre années d'accompagnement des communes pour l'élaboration du PCD. Il se scinde en deux composantes : la formation et l'encadrement de proximité et vise à améliorer les compétences et les savoir-faire des acteurs locaux, à développer le niveau d'autonomie des communes et à promouvoir leur rôle d'animateur et de coordinateur dans la planification territoriale. Le schéma ci-après retrace les objectifs assignés à ce programme :

Stratégie de renforcement des capacités et d'encadrement de proximité des acteurs locaux



BILAN SYNTHETIQUE DES REALISATIONS DES 3 PREMIERES ANNEES DU PROJET

A l'issue des 3 premières années de mise en œuvre du programme, **187 communes ont élaboré leur PCD** avec l'appui de Targa, selon la démarche préconisée :

- ✗ préparation et lancement du PCD dans les provinces (ateliers organisés dans les 10 provinces ciblées),
- ✗ réalisation d'un état des lieux pour chaque commune (données collectées principalement à travers des enquêtes foyers et douars, des ateliers inter-douars et traitées sous forme de cartes, rapports d'état des lieux),
- ✗ réalisation d'un diagnostic participatif communal (188 forums de diagnostics participatifs organisés et autant de rapports rédigés) et
- ✗ planification (ateliers de pré-planification par commune, élaboration de cadres logiques opérationnels).

Afin d'intégrer les projets des PCD à des échelles supra-communales (cercle, province), pour assurer leur cohérence avec les stratégies nationales et sectorielles et leur harmonisation sur le plan territorial, des ateliers de **mise en cohérence provinciale** ont été organisés dans les provinces de Taza, Mdiq-Fnideq, Guercif, Taounate, Larache, Chefchaouen et Ouazzane.

Le processus d'accompagnement des communes dans l'élaboration du PCD a été soutenu en continu par des **actions de formation et d'encadrement** en lien avec la planification territoriale, avec la gouvernance locale et avec la communication administrative. Pour mener à bien l'encadrement des 188 communes, des formations de formateurs « en interne » ont été organisées, visant à renforcer les acquis de nos équipes et à uniformiser notre démarche. Ces formations ont porté sur la planification stratégique, l'approche participative, l'approche genre, le système d'information communal, l'analyse des finances publiques et sur les techniques d'animation et les techniques de rédaction.

Cette démarche a permis à Targa de forger un capital humain capable d'assurer un accompagnement efficace des différentes activités programmées. De ce fait, une cinquantaine d'agents de développement ont été formés dans le cadre de ces activités.

L'élaboration des PCD a généré la **collecte d'un grand nombre de données qualitatives et quantitatives** dans les communes ciblées. Un **Système d'Information Communal (SIC)** a été installé dans les communes qui ont été formées à son utilisation. L'ensemble des données collectées au niveau des communes ont été traitées et intégrées dans des bases de données créées à cet effet : une base qui regroupe toutes les données saisies dans les SIC, une base bilingue intégrant les données figurant dans les cadres logiques opérationnels des PCD des communes, une base SIG qui comprend des données issues des enquêtes douars (emplacement des infrastructures et équipements, localisation des douars, des cartes d'enclavement...), une base des données financières issues des comptes administratifs des communes, une base des données collectées auprès des services extérieurs, une base des données sur le patrimoine matériel et immatériel de communes, une base sur les ressources humaines de la commune ainsi qu'un fonds cartographique et documentaire communal.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

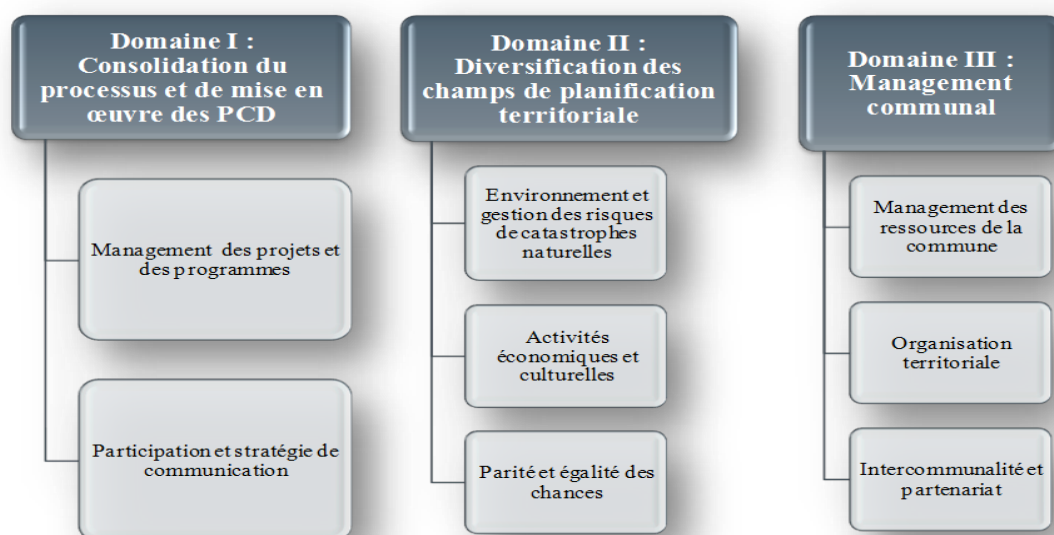
Les activités menées dans le cadre du projet en 2013 ont principalement porté sur le renforcement des capacités des acteurs locaux des communes ciblées. Néanmoins un deuxième volet d'activités a été consacré au traitement, à l'organisation et à la valorisation des données collectées.

a - Le renforcement des capacités des acteurs locaux en planification territoriale

L'élaboration d'un programme et d'outils de renforcement des capacités (RC)

L'évaluation de la première phase du PCD, a permis de recenser les besoins en RC des communes en matière de planification territoriale et de mise en œuvre des PCD, notamment les capacités à diversifier les champs de planification², les compétences en management territorial, et le savoir-faire en communication et en plaidoyer pour la mise en œuvre du PCD. Des capacités et compétences qui permettront aux communes de transiter d'une logique de demande de financement vers la logique de création de richesse et d'intelligence territoriale.

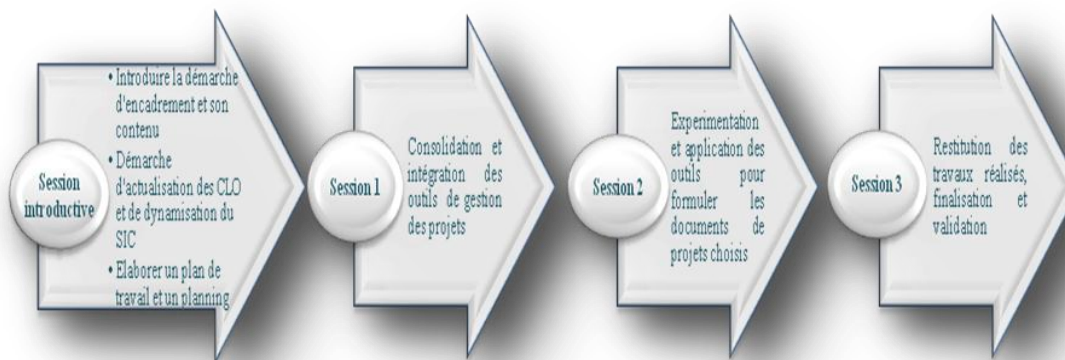
Le programme de RC élaboré table sur le manque à gagner de la première phase pour mieux conduire le processus de planification territoriale et cible les **trois domaines de compétences** suivants :



Suivant la même logique d'intervention, initiée lors de la première phase du processus d'élaboration du PCD, ce programme **allie formations de formateurs/encadrants, formations des acteurs au niveau provincial sur les concepts de base et encadrement de proximité** qui prend forme de « formation action » où les fonctionnaires des communes sont amenés à appliquer les acquis à travers des outils de travail opérationnels.

2 La majorité des projets issus du PCD portent sur l'infrastructure de base et les services sociaux de proximité, or ces domaines d'intervention ne relèvent pas forcément des compétences et des attributions de la commune ; D'autant plus que cette dernière peine encore à les faire intégrer et/ou prendre en charge par les services extérieurs concernés.

Des manuels de formation spécifiques à chaque module ont été élaborés par l'équipe de coordination au niveau central au profit des formateurs et des participants. Ces documents servent de base de travail lors de l'accompagnement des encadrés au niveau communal et ce en complémentarité avec le **guide d'encadrement de proximité (EP)** produit pour guider le processus.



Processus d'encadrement de proximité des acteurs locaux (1^{er} Domaine)

La formation des formateurs/encadrants de Targa

Le tableau ci-après récapitule les **formations de formateurs/encadrants** dispensées aux équipes internes de Targa pour assurer à leur tour, les formations de base et l'encadrement de proximité des communes.

Domaine I	Module général	Sous- modules de formation	Nbre de Jr	Date
Consolidation du processus de planification et de mise en œuvre des PCD	Management des projets et des programmes	Formulation des projets	3	08, 09, 24 mai 2013
		Suivi-évaluation	2	21, 22 mai 2013
		SIC, comme outil de gestion et du suivi du PCD	3	Nov 2012 févr 2013
	Participation et stratégie de communication	Stratégies de communication	1	19 juil 2013
		Approche participative	1	26 juin 2013
		Plaidoyer et mobilisation des ressources	2	24, 25 juin 2013
	Coaching des équipes de terrain (Modération et animation des ateliers de formation)		1	25 mai 2013
	Atelier/formation sur les outils programmés dans le guide d'encadrement. (application des outils)		2	4 et 26 novembre 2013

La formation des acteurs locaux

Une fois les encadrants formés, un dispatching sur le terrain a été programmé de façon à assurer, en parallèle, dans différentes provinces les activités de formation au profit des acteurs locaux (secrétaires généraux de communes et représentants de l'équipe technique communale en présence du DCL de chaque province). Ci-après un récapitulatif des différentes formations dispensées au niveau des 10 provinces et préfectures suivies par Targa, avec le calendrier et le nombre total de bénéficiaires de chaque module.

Formation des acteurs locaux au niveau provincial					
Module général	Sous- modules de formation	Public ciblé	Nbre de Jr	Date	Nbre total participants
Management des projets et des programmes	SIC, comme outil de gestion et du suivi du PCD	SG + ETC +DCL	1	11, 12 Avril 2013	366
	Formulation des projets	SG + ETC +DCL	1	10, 12, 17 juin 2013	412
	Suivi-évaluation	SG + ETC +DCL	1	11, 13, 18 juin 2013	387
Participation et stratégie de communication	Stratégie de communication	SG +2 Fonctionnaires	1	29, 30, 31 juil. 2013	349
	Approche participative	SG +2 Fonctionnaires	1	8, 10, 15 juil. 2013	356
	Plaidoyer et mobilisation des ressources	SG +2 Fonctionnaires	1	9, 11, 16 juil. 2013	377

L'encadrement de proximité des acteurs locaux

Les premières activités d'encadrement ont été lancées en janvier 2013. Elles ont porté dans un premier temps sur le 1^{er} domaine et les trois volets suivants :

- L'actualisation de la planification territoriale des communes, particulièrement l'actualisation des cadres logiques opérationnels et la préparation de la nouvelle programmation 2014 - 2017;
- La dynamisation des outils de planification, volet qui vise l'appui aux communes pour faire du SIC un outil de planification à usage quotidien, et la dynamisation des documents – fruits - de la planification tels les rapports du diagnostic participatif, les fiches d'identité territoriale, de biodiversité, et de gouvernance pour les exploiter dans les diverses actions/activités de la commune ;
- L'appui à la mise en œuvre du PCD, à travers un renforcement des capacités communales en formulation et suivi-évaluation des projets, en plaidoyer et mobilisation des ressources, et en communication (autour du territoire, des PCD, et du projet).

L'encadrement de proximité lié aux modules de formation a débuté le 11 novembre 2013 et a touché 196 communes. Il cible en moyenne trois bénéficiaires par commune.

Encadrement de Proximité au niveau communal (EP)				
Thème des sessions d'EP	Public ciblé	N^{bre} Jours	Date	N^{bre} communes
Intégrer la planification dans le SIC	SG + 1 fonctionnaire	En continu	15 avril – octobre 2013	196
Actualisation des CLO/ Dynamisation du SIC	SG + 2 fonctionnaires	1	11 - 22 novembre 2013	196
Consolidation et intégration des acquis en formulation des projets	SG + 2 fonctionnaires	1	02 - 13 décembre 2013	196

La mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation de l'encadrement de proximité

Un programme de suivi-évaluation des actions de formation et d'encadrement de proximité a été mis en place, il cible :

-Le suivi de la dynamisation des outils de planification (SIC ; Bases de données et documents de planification territoriale au niveau de la commune) ;

- Le suivi de la réalisation des activités de formation et d'encadrement de proximité ;
- Le suivi de l'amélioration des compétences des acteurs locaux ;
- Le suivi de la dynamique d'actualisation des CLO et de mise en œuvre des projets PCD au niveau communal.

Ce processus de suivi permet d'effectuer les ajustements techniques et méthodologiques nécessaires pour la réussite du processus. Il permet également d'évaluer l'atteinte des objectifs assignés au programme, l'amélioration des capacités/compétences enregistrées suite aux activités d'encadrement de proximité et les effets du programme sur les acteurs locaux.

b-Le traitement et l'organisation des données collectées

Dans le prolongement de la collecte et de la gestion des données effectuées au cours des 3 premières années du programme, les activités menées en 2013 ont consisté à **compléter les données disponibles, à améliorer leur traitement et les modalités de leur organisation. Pour cela ont été réalisés :**

- ✗ Le transfert des données cartographiques (limites des communes, emplacements des douars, ...) dans une base de données géographique et liaison de cette base avec les autres bases existantes (SIC notamment).
- ✗ La mise en place de connexions entre la base de données géographiques et les outils de cartographie.
- ✗ La création d'une application web permettant de collecter les données sur les ressources humaines des communes (fonctionnaires et élus).
- ✗ L'intégration partielle de données provenant des rapports d'état des lieux dans des bases de données (principalement l'accès à l'eau et à l'électricité par douar...).
- ✗ L'actualisation des données sur les services de base.

- ✗ Diverses mises à jour de l'application contenant les cadres logiques opérationnels des PCD des communes, la principale étant l'ajout de rubriques pour la classification de projets dans des catégories précises.
- ✗ La réalisation des cartes douars de l'ensemble des communes ciblées (désenclavement, santé, analphabétisme)

c-La préparation des enquêtes foyers dans la province d'Al Hoceima

Dans la perspective d'une extension de la couverture du programme PCD à la province d'Al Hoceima à partir de janvier 2014, un premier travail d'état des lieux des enquêtes « foyers » réalisées en 2010 dans le cadre d'un autre programme a été mené dans les 31 communes rurales de moins de 35 000 habitants au cours du mois de juin 2013 ; l'objectif étant de compléter et actualiser ces enquêtes afin de disposer dans l'ensemble des communes de moins de 35 000 de la Province des mêmes informations que dans les autres provinces appuyées par Targa dans le cadre du programme PCD.

18 000 questionnaires complétés mais non saisis par les communes dans leur SIC ont été saisis par l'équipe de Targa dans une application en juillet 2013 et ces données ensuite transférées vers le SIC des communes concernées.

Au mois de septembre, une deuxième visite de terrain dans les communes ciblées a permis de réinstaller le SIC dans 9 communes, les autres communes ayant un SIC opérationnel.

PERSPECTIVES POUR 2014

Arrivée à terme à la fin du mois de décembre 2013, la convention de partenariat tripartite relative au Programme d'appui et d'accompagnement à l'élaboration des Plans Communaux de Développement a fait l'objet d'un **avenant pour une extension du programme jusqu'à la fin 2017**. Les principaux volets de cette 2^{ème} phase du programme portent sur : la formation, le renforcement des capacités et l'accompagnement de proximité des acteurs locaux, l'actualisation des données des PCD, l'élaboration d'une seconde programmation opérationnelle, l'évaluation à mi-parcours des PCD, l'élaboration du PCD 2^{ème} génération.

Les principales activités menées en 2014 consisteront en la poursuite des activités de renforcement de capacité, l'actualisation des données des PCD, l'évaluation à mi-parcours du PCD ainsi que l'établissement de la 2^{ème} programmation opérationnelle.

D'autre part, l'avenant à la convention prévoit une **extension du programme à la Province d'Al Hoceima**. Dans un premier temps, les activités réalisées dans ce cadre en 2014 consisteront à réaliser une enquête des foyers et communes qui n'ont pas été enquêtés précédemment (voir plus haut). Les activités prévues en 2014 dans les autres provinces seront aussi mises en œuvre à Al Hoceima.

Stimulating Community Initiatives in Sustainable Land Management (SCI-SLM)

Nom du projet	Appuyer les initiatives communautaires dans la gestion durable des terres (SCI SLM)
Pays / Lieu	Ghana, Maroc, Ouganda, Afrique du Sud
Bénéficiaires	20 communautés paysannes africaines
Durée du projet	Du 01/07/09 au 30/06/13 et prolongement jusqu'à fin 2014
Budget global	
Partenaire(s)	UNEP, Targa-AIDE (Maroc), UKNZ (Afrique du Sud), CIS-VU (Pays-Bas), Ministère de l'Agriculture (Ougandais), University of Development Studies (Ghana)

PRESENTATION DU PROJET

Le contexte

Ce projet, cofinancé par l'UNEP/GEF, a pris place simultanément au **Maroc, en Ouganda, en Afrique du Sud et au Ghana** en 2009.

Depuis quelques années les effets du dérèglement climatique sur les écosystèmes et plus particulièrement sur les activités agricoles se sont accrus de manière spectaculaire. Au vu de bon nombre d'expériences de vulgarisation de pratiques agricoles initiées par les experts ou de grands organismes qui négligent bien souvent les capacités innovantes et la créativité des populations ciblées, il a été décidé au sein de ce projet de changer le rapport classique d'assisté à assistant. Ainsi les agriculteurs sont considérés comme force de proposition sur les pratiques agricoles les plus adaptées à leur milieu et à leurs besoins.

Cette dynamique « Bottom-Up » centrale dans ce projet assure une adaptation quasi optimale des pratiques, tant techniques que sociales, qui seront identifiées en relation avec les problèmes de gestion durable des terres et en parallèle, elle valorisera et encouragera le paysan innovateur dans sa quête d'adaptation et de préservation de ses terres.

Ce projet s'inscrit dans une **coopération Sud-Sud et dans une vision interdisciplinaire des problématiques relatives à la gestion durable des terres**. Comme le dit un des leitmotivs du projet, « We are setting standards ! ».

Objectifs

- ✗ Écologiquement, il s'agit de généraliser la SLM – Gestion durable des terres - et de réduire les impacts de la dégradation des terres sur les écosystèmes.
- ✗ En ce qui concerne le côté développement, il vise à redéfinir les moyens de stimuler la future amélioration et la diffusion des innovations communautaires en SLM et simultanément développer une méthodologie pour généraliser et ancrer institutionnellement les approches SCI-SLM aux niveaux régional et national.

L'hypothèse qui soutient ces objectifs est qu'il existe des innovations communautaires spontanées de gestion durable des terres pouvant contribuer à lutter contre les problèmes de la dégradation des terres et de la pauvreté - et le changement climatique - dans les zones arides de l'Afrique.

A terme, le projet SCI-SLM ambitionne d'aider à améliorer ces initiatives – à travers des partenariats de recherche - que de stimuler ces communautés pour qu'elles continuent leurs efforts innovants.

Les initiatives communautaires qui relèvent du mandat du SCI-SLM sont définies par les caractéristiques suivantes, considérées comme une « check list » lors de l'identification:

- L'innovation est nouvelle sur le plan local
- L'innovation est développée par une communauté/ groupe local.
- L'innovation est développée avec peu ou pas / du support financier de l'extérieur
- L'innovation est techniquement et / ou socialement innovantes.
- L'innovation est potentiellement diffusable.

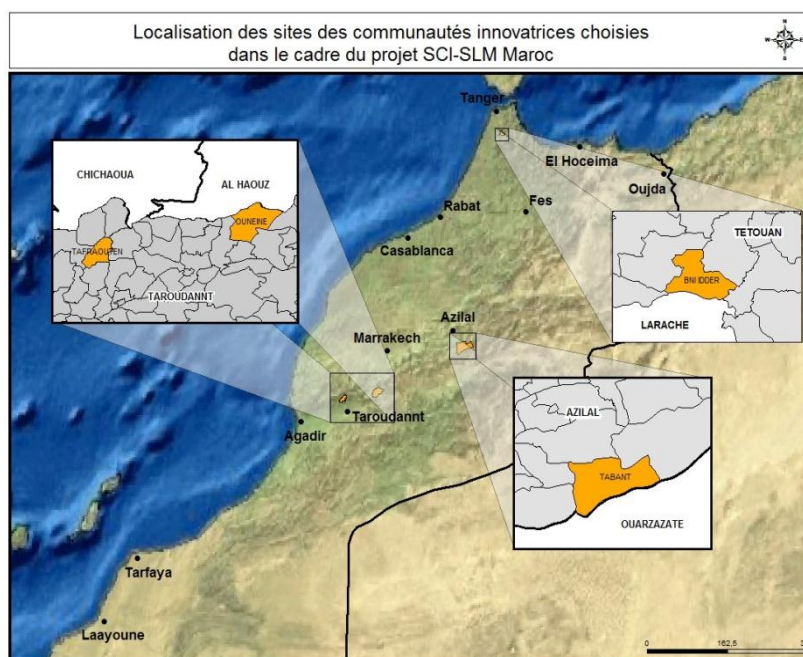
Les sites retenus

Les **trois sites** au Maroc sont localisés dans deux régions montagneuses distinctes (Rif et Haut Atlas), peuplées par des communautés de parler arabe à **Bni Idder** et berbère à l'**Ouneine** et **Tabant**.

Les activités du SCI-SLM entreprises par l'équipe marocaine pour identifier, sélectionner et caractériser les innovations communautaires se sont concentrées sur deux sites :

La **commune rurale de Bni Idder** au Nord du Maroc et la

commune rurale d'Ouneine dans le Sud. Dans ces deux sites, Targa-AIDE a développé une intense activité de recherche-action, depuis plus de 25 ans à l'Ouneine et depuis une dizaine d'années à Bni Idder. Dans chacun de ces deux sites, Targa a construit un gîte pour disposer d'une logistique d'accueil et être à proximité des populations concernées par ses actions de développement. Ces deux sites constituent des « laboratoires ou champ d'expérimentation » de l'équipe de chercheurs de Targa et de ses partenaires nationaux et internationaux.



BILAN SYNTHETIQUE DES REALISATIONS JUSQU'A FIN 2012

Cette partie restitue de façon synthétique les principales activités menées par l'équipe marocaine du projet jusqu'en 2013.

✕ La mise en place du comité de pilotage

Cette première phase a été marquée par deux principaux événements : i) la tenue de l'atelier du lancement du projet au Maroc (2009) et la mise en place du comité de suivi et ii) une sortie exploratoire dans le Nord du Maroc.

✕ L'élaboration d'une méthodologie d'identification des innovations communautaires

La première étape de la méthodologie SCI-SLM concerne l'identification des innovations communautaires. La méthodologie produite s'articule autour d'un guide d'entretien pour enquêter de façon systématique et globale sur le système agraire et le système de production des douars des sites du projet. Les membres de l'équipe ont conduit sur la base de ce guide des entretiens semi-directifs avec des membres de la communauté sur leur système agraire, leur système de production animale et végétale, leur gestion communautaire des ressources naturelles, leur mode d'organisation.

✕ L'identification des innovations communautaires à Bni Idder, l'Ouneine et Agouti (Commune de Tabant) (voir carte ci-dessus)

Cette identification s'est déroulée en deux phases : Une première phase de pré-identification effectuée par l'équipe junior du projet et une deuxième étape permettant d'examiner la validité des innovations pré-identifiées et d'identifier de nouvelles initiatives communautaires.



Exemples d'initiatives communautaires sélectionnées à Ouneine

- Formalisation de l'institutionnalisation du Garde champêtre
- Réaménagement des tours d'eau dans le Douar Afourigh
- Coopérative de menuisier du Douar Anzi
- Création de périmètres irrigués (Douar Aït Mssaoued)

✕ Les échanges entre les communautés innovatrices

Six échanges ont eu lieu entre les communautés des différents sites sélectionnés au Maroc et également entre les communautés des pays membres du projet.

Les **autres activités menées** au cours de la période ont porté sur la publication d'articles, de documents destinés aux innovateurs, d'une brochure sur le projet. Deux enquêtes de terrain ont également été réalisées dans deux communautés.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

Durant cette année, les activités du projet ont principalement porté sur la **production d'articles scientifiques** sur la contribution des représentants des pays impliqués dans la caractérisation des différentes initiatives sélectionnées. Dans ce cadre Targa a participé à une rencontre d'échanges entre représentants des pays participant au projet en Afrique du Sud (*The Nest, Champagne valley*) consistant en un atelier de rédaction. Cette rencontre a aussi permis de dresser un état d'avancement des articles en cours.

Les articles à produire relèvent de deux catégories : des **articles collectifs** et des **articles par pays**.

Articles préparés par Targa sur le Maroc :

Initiative communautaire pour la gestion durable des ressources naturelles dans le Haut Atlas du Maroc.

- Gestion des ressources forestières (communauté d'Anzi et Agouti)
- Gestion des ressources d'eau (communauté d'Afourigh)
- Réhabilitation des terres incultes (communauté Machal)

Articles collectifs :

- Les leçons apprises des initiatives communautaires
- Institutionnalisation des approches communautaires de SCI-SLM
- Contributing to Global Environmental Benefits (GEBs): Linking local SLM initiatives to GEBs (art. Collectif)
- Contribuer à l'environnement mondial (BDB): lier les initiatives locales de GDT à BDB

En raison du retard pris dans les activités de rédaction des articles du projet en vue de la publication d'un ouvrage sur le projet, le comité technique du projet a opté pour une prolongation du projet jusqu'à fin 2014.

PERSPECTIVES POUR 2014

Il est prévu en 2014 la finalisation des articles auxquels l'équipe de Targa participe, la finalisation des baselines et le monitoring des quatre initiatives communautaires retenues au Maroc ainsi qu'une rencontre in situ avec les communautés sur l'évolution de leurs initiatives.

Appui et accompagnement à l'élaboration et la mise en œuvre des Initiatives Locales de Développement Humain (ILDH) dans six communes rurales et un quartier urbain de la province de Chefchaouen

Nom du projet	Appui et accompagnement à l'élaboration et la mise en œuvre des Initiatives Locales de Développement Humain (ILDH) dans six communes rurales et un quartier urbain de la province de Chefchaouen
Lieu	Communes rurales (Bni Rzine, Bni Mansour, Bni Smih, Aounan, Fifi et Dardara), quartier urbain (Dhar Ben Ayad)
Bénéficiaires	Communes et quartier concernés par le projet
Durée du projet	2 ans : du 01/06/2012 au 01/06/2014
Budget global	
Partenaire(s)	Province de Chefchaouen, Communes rurales (Bni Rzine, Bni Mansour, Bni Smih, Aounane, Fifi et Dardara)

PRSENTATION DU PROJET

Contexte

Le projet d'appui et d'accompagnement à l'élaboration et la mise en œuvre des Initiatives Locales de Développement Humain (ILDH) dans six communes rurales et un quartier urbain de la province de Chefchaouen s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de l'INDH dans sa deuxième phase s'étalant de 2011 à 2015. Il s'agit plus particulièrement du programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural et celui de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain.

Le projet est mis en œuvre dans six communes rurales (Bni Rzine, Bni Mansour, Bni Smih, Aounane, Fifi et Dardara) et un quartier urbain (Dhar Ben Ayad) relevant de la commune urbaine de Chefchaouen, lesquels ont été retenus comme territoires cibles de l'INDH (phase II : 2011-2015) au niveau de la province de Chefchaouen.

Riche de son expérience dans l'accompagnement des communes rurales du Nord du Maroc dans l'élaboration de leurs plans communaux de développement, l'action de Targa dans ce projet intervient dans le cadre de conventions de partenariat tripartite avec la Province et chacune des communes concernées.

Objectifs et démarche d'intervention

L'objectif de ce projet est d'accompagner les acteurs locaux dans cet exercice, à travers un processus pédagogique afin qu'ils s'approprient la démarche. Les principes de la démarche d'accompagnement mise en place par Targa peuvent être résumés par les cinq fondements suivants :

- ✗ **Faire Faire** : la maîtrise d'ouvrage du processus reste totalement assurée par les structures locales de l'INDH
- ✗ **Internalisation** : création d'espaces de concertation et d'échange entre les différents acteurs locaux et affirmation de leur place en s'appuyant sur les ressources et capacités locales

- ✗ **Durabilité et transfert de compétences** : instauration d'une culture pérenne de planification et de montage de projets assurée par des programmes de formation et de développement des compétences pour rendre les structures locales capables de prendre la relève et de garantir l'enchaînement des actions amorcées
- ✗ **Participation** : implication de tous les segments de la société locale et large concertation avec les populations et le tissu associatif
- ✗ **Intégration des actions** : établissement des ILDH cohérentes et complémentaires avec les autres programmes et processus en marche, diffusion et échange d'informations pour une meilleure cohérence territoriale garantissant la transparence.

Plus spécifiquement, le projet a pour objectifs :

1. Appuyer et accompagner l'élaboration des ILDH des six communes rurales et du quartier urbain ciblés par le projet, selon un processus participatif
2. Appuyer et accompagner la mise en œuvre des ILDH des six communes rurales et du quartier urbain ciblés par le projet, selon un processus participatif

Au-delà de l'élaboration des ILDH, ce projet vise à instaurer une dynamique interne dans les territoires cibles permettant d'assurer une large information et une forte adhésion des acteurs au processus d'élaboration des ILDH, ainsi qu'à renforcer les capacités des instances locales de l'INDH et l'appropriation par les acteurs locaux des différents outils méthodologiques développés dans le cadre de ce processus. Le résultat à terme est de voir les processus pérennisés et bien intégrés dans une dynamique de développement territorial globale.

Targa agit dans ce projet dans les domaines suivants :

- ✗ **Appui et accompagnement des processus de diagnostic et de planification aboutissant à l'élaboration des ILDH.**
- ✗ **Assistance technique dans la mise en œuvre des projets issus des ILDH.**
- ✗ **Appui à l'autonomisation des communes par la formation et le renforcement des capacités des instances locales de l'INDH et celles des acteurs locaux.**
- ✗ **Accompagnement à l'affirmation du rôle de la commune comme levier de développement local.**
- ✗ **Evaluation du processus et suivi des activités et projets des ILDH.**

Bénéficiaires du projet

Le projet, à travers sa démarche participative, s'adresse à plusieurs catégories de bénéficiaires :

-Le Comité Local de Développement Humain (CLDH) : installé au niveau de chaque commune sous la présidence du président du conseil communal et avec la participation de représentants des services extérieurs locaux et des acteurs du tissu associatif local, ce comité supervise le processus d'élaboration de l'ILDH au niveau de la commune. Il bénéficie de formations et de renforcement de capacités.

-L'EAC/EAQ (équipe d'animation communale ou de quartier) : cheville ouvrière responsable de la mise en œuvre des différentes activités relatives au processus d'élaboration de l'ILDH dans chaque commune, cette équipe est composée de membres du personnel communal sous la coordination du secrétaire général de la commune. L'EAC/EAQ est accompagnée et encadrée dans son travail par l'équipe projet de Targa. Elle bénéficie d'un accompagnement continu et, particulièrement, de formations relatives aux différentes phases du processus.

-Les porteurs des projets ILDH : ils bénéficient d'un accompagnement dans la réalisation des projets retenus dans les ILDH à travers des formations sur la gestion et le montage de projets ou, le cas échéant, des formations thématiques techniques dans des domaines spécifiques au champ d'action de leurs projets.

BILAN SYNTHETIQUE DES REALISATIONS JUSQU'A FIN 2012

Se déroulant sur 24 mois, le projet comporte deux phases principales :

1. L'accompagnement à l'élaboration des ILDH, en 4 étapes :

- Étape préparatoire de mise en place et de formation des CLDH et EAC/EAQ et d'actualisation de la monographie communale.
- Étape de diagnostic participatif : Formulation de la vision commune, analyse, évaluation et sélection des projets qui s'intègrent dans l'ILDH.
- Étape de planification : axes stratégiques et résultats escomptés, indicateurs, hiérarchisation des actions/projets, analyse, évaluation et sélection des projets qui devront faire l'objet de l'analyse technique à priori et d'une concertation avec les services techniques provinciaux, et mise en forme de l'ILDH par le CLDH.
- Étape de validation par le Comité Provincial de Développement Humain (CPDH) : négociation de la proposition ILDH au niveau provincial, mise en convergence avec les programmes sectoriels, validation par le CDPH et enfin restitution de la version validée de l'ILDH à la population.

2. L'accompagnement à la mise en œuvre des projets issus des ILDH

La deuxième phase du projet démarre lorsque les ILDH sont validées, et permet d'accompagner leur mise en œuvre. Il s'agit, d'une part, d'appuyer les CLDH et EAC/EAQ dans le suivi, la gestion et la mise en œuvre des ILDH, et, d'autre part, d'accompagner les porteurs dans la réalisation des projets. Un programme de renforcement des capacités des acteurs sera mis en place, à l'attention spécifiquement des membres des CLDH et des EAC/EAQ et des membres du tissu associatif et coopératif (coopératives, associations, etc.) concernés par les projets des ILDH, avec comme objectifs le renforcement des capacités des instances de gouvernance locale et la responsabilisation des acteurs locaux.

Les premières activités menées en 2012 ont consisté à préparer la mise en œuvre du projet à travers des réunions préparatoires et l'élaboration d'une note méthodologique. Par la suite l'actualisation des monographies des communes et du quartier urbain ciblés à partir des canevas INDH existants a démarré et une enquête sur les associations et coopératives a été réalisée.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

✕ Finalisation d'une enquête ménage dans le quartier urbain de Dhar Ben Ayad

Les informations monographiques du quartier urbain de Dhar Ben Ayad étant rares et, souvent, contradictoires selon la source d'information, a poussé Targa à lancer une enquête ménage exhaustive au niveau du quartier. L'enquête a été réalisée sur la base d'un questionnaire élaboré à partir de celui administré dans les communes rurales dans le cadre du programme PCD. Il est également enrichi par des questions permettant de calculer les valeurs initiales des indicateurs de résultat pour le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain.

6 enquêteurs, dont 4 femmes, jeunes diplômés ou acteurs associatifs issus du quartier Dhar Ben Ayad, ont été choisis et initiés au questionnaire.

✕ Rencontre avec M. Josep Maria Llop autour d'une réflexion suivie de propositions sur l'inclusion sociale et spatiale du quartier Dhar Ben Ayad à la ville de Chefchaouen, le 29 janvier 2013

Cette rencontre a permis une discussion sur l'expérience de M. Llop, en Espagne et à l'étranger, sur des projets de restructuration des villes intermédiaires (de taille moyenne, semblables à Chefchaouen).

✕ Préparation et organisation des ateliers de diagnostic participatif

La préparation de ces ateliers a principalement consisté en la mobilisation des acteurs concernés et pour cela l'élaboration de supports de communication adaptés.

L'atelier du diagnostic participatif a constitué un moment fort du processus d'élaboration de l'initiative locale de développement Humain (ILDH) dans les communes cibles. C'est au cours de cet atelier de concertation que les perceptions et les doléances de la population sont collectées et consolidées, afin de constituer, dans un climat de participation effective, des pistes de solutions concrètes permettant de répondre aux insuffisances qui se posent et mettre à profit les opportunités qui s'offrent. Tout cela, en prenant en considération les projets qui sont en phase de formulation dans le cadre du plan communal de développement (PCD) notamment ceux qui entrent dans les axes ciblés par l'INDH, afin de permettre une concordance maximale entre les deux programmes.

Commune	Tenue de l'atelier participatif
Dardara	26 féviers 2013
Fifi	6 mars 2013
Aounane	6 mars 2016
Béni Smih	9 mars 2013
Béni Rzine	7 mars 2013
Béni Mansour	26 février 2013
Quartier urbain Dhar Béni Ayad	8 et 9 mars

✕ Finalisation et validation des monographies et diagnostics participatifs par les Comités Locaux du Développement Humain et le Comité Provincial du Développement Humain

La phase d'élaboration de la monographie est une phase très importante dans le sens où elle permet de **mettre en place une banque de données pouvant alimenter la réflexion dans l'acte de planification des activités**. Les monographies élaborées par l'équipe d'animation communale (EAC) avec l'appui et l'accompagnement de l'équipe Targa ont été établies sur la base du canevas défini par les manuels de l'INDH. Elles se basent essentiellement sur les informations contenues dans le Rapport d'État des Lieux communal, couplé à la collecte d'informations complémentaires, en particulier sur les activités des associations et coopératives. Elles contiennent aussi des éléments sur l'identification des différents groupes sociaux ou opérateurs économiques ou administratifs de la commune. Son élaboration vise également à définir la situation de référence de la commune au lancement de l'INDH, à travers la détermination des valeurs initiales à temps 0 d'une batterie d'indicateurs de résultat.



Réunion du CPDH

L'objectif général du diagnostic participatif est d'élaborer une vision stratégique et collective pour la promotion du développement humain dans la commune et cela avec l'ensemble des acteurs locaux (élu(e)s, représentants de la population, société civile, acteurs économiques, services extérieurs).

Le rapport diagnostic participatif présente les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du territoire concernant :

- Les infrastructures de base
- Les services sociaux
- Les activités économiques locales
- Les associations et coopératives locales

Ce rapport présente aussi les doléances de la population.

Les monographies et les rapports de diagnostic participatif ont été validés dans un premier temps (en mars et mai 2013) par les CLDH et par la suite, le 24 octobre 2013, par le CPDH.

✕ Elaboration et validation des Initiatives Locales de Développement Humain (ILDH)

Les diagnostics participatifs ont permis d'identifier un certain nombre d'actions qui ont donné lieu à des projets mis en forme par les EAC/EAQ avec l'appui de Targa notamment pour l'élaboration du cadre logique et de leur budgétisation. Ces projets constituent les ILDH des six communes rurales et du quartier urbain Dhar Ben Ayad de la commune urbaine de Chefchaouen.

Le Comité Provincial de Développement Humain a ensuite validé ces ILDH le 20 novembre 2013.

Au total **110 projets ont été validés** dans les domaines de la santé, l'éducation, le socioculturel et les infrastructures de base. En raison de la faiblesse des projets d'AGR, un délai supplémentaire a été accordé pour identifier de tels projets.

✕ Réunion du comité de suivi

Le comité de suivi opérationnel est composé des représentants des parties signataires de la convention, est institué afin d'assurer le suivi opérationnel de l'exécution et la coordination des actions s'inscrivant dans le cadre de la présente convention, le suivi de la rédaction et de la mise en forme des documents des ILDH, l'évaluation des performances atteintes dans le cadre de l'exécution du programme et la détermination des mesures correctives à prendre pour inscrire les activités du projet dans l'enveloppe temporelle et financière prévue.

Une **réunion du comité de suivi a eu lieu le 7 mars 2013** avec pour ordre du jour l'état d'avancement des activités dans le cadre du projet.

PERSPECTIVES POUR 2014

Comme prévu par les procédures de l'INDH, les ILDH feront l'objet d'une **restitution auprès de la population**. Cette restitution a pour objectif d'informer la population de la version finale et validée de l'ILDH et d'informer les porteurs de projets retenus des procédures de financement, des différents partenariats et des contributions mobilisées.

La **mise en œuvre des ILDH démarrera en 2014** et sera accompagnée par Targa à travers l'appui des CLDH et des EAC/EAQ dans le suivi, la gestion et la mise en œuvre des ILDH et l'accompagnement des porteurs de projets dans leur réalisation. Pour chaque projet des ILDH, une convention sera préparée selon les normes de l'INDH.

Un programme de **renforcement des capacités** des acteurs sera élaboré et mis en place, à l'attention spécifiquement des membres du CLDH et de l'EAC/EAQ, et des membres du tissu associatif et coopératif (coopératives, associations, etc.) concernés par les projets de l'ILDH, avec comme objectifs le renforcement des capacités des instances de gouvernance locale et la responsabilisation des acteurs locaux.

Afin de renforcer le volet AGR des ILDH, un appui sera réalisé pour identifier les potentialités économiques locales porteuses et des projets générateurs de revenus sur les territoires ciblés.

Sont aussi prévues en 2014 l'élaboration de synthèses en français des monographies et des diagnostics participatifs ainsi que la réalisation de supports de communication. Chaque commune doit être dotée d'un plan de communication.

4.3 LES PROJETS ACHEVES EN 2013

Appui aux Dynamiques de Développement des Territoires Ruraux en Méditerranée

Nom du projet	Projet d'appui aux dynamiques de développement de territoires ruraux en Méditerranée
Pays / Lieu	France - Égypte – Maroc - Tunisie
Bénéficiaires	Les acteurs de développements des territoires ruraux méditerranéens identifiés et leurs communautés.
Durée du projet	De février 2011 à février 2013 prolongation jusqu'en avril 2013
Budget global	
Partenaire(s)	IAMM (Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier), l'Agence Française de Développement, la Région PACA, le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire - France, IRESA (Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricoles – Tunisie), le Ministère de la Coopération et du Développement International de Tunisie, IRA Médenine (Institut des Régions Arides) , CRDRS (Center for Rural Development Researches & Studies – Faculty of Agriculture – Cairo), Ministry of Agriculture and Land Reclamation, Association - AIDE, Ministère de l'Intérieur – Direction Générale des Collectivités Locales – Maroc.

PRESENTATION DU PROJET

Contexte

Au sud de la Méditerranée, l'urbanisation et la littoralisation s'intensifient avec le risque d'un gonflement non maîtrisé des villes. Alors que les espaces ruraux concentrent encore une population importante, ils continuent à se paupériser et constituent des lieux d'instabilité sociale et de départ de migrants vers les villes ou hors des frontières.

Au nord, où une tendance au repeuplement des zones rurales s'amorce lentement, les évolutions démographiques s'accompagnent d'une forte réduction du poids de l'agriculture, d'un redéploiement des activités économiques, d'une transformation de la structure sociale des espaces ruraux et de la montée de nouvelles exigences en matière d'environnement et de qualité de vie.

Si la situation des espaces ruraux apparaît très contrastée entre le nord et le sud de la Méditerranée, un ensemble de déterminants communs existe pourtant, qui confirme la pertinence d'une approche territoriale du développement rural sur cet espace. **Ce projet se base donc sur les questions :**

- ✗ De l'avenir de l'agriculture.
- ✗ Du rôle croissant de la gouvernance locale.
- ✗ De la relocalisation de l'économie.
- ✗ De la montée des périls environnementaux.
- ✗ De l'articulation entre le rural et l'urbain.

- ✗ De la cohésion territoriale et des migrations.
- ✗ De la complexité de la situation foncière

Le projet s'appuie sur l'idée que les territoires ruraux méditerranéens se trouvent confrontés à un ensemble d'évolutions et de contraintes qui ne peuvent que s'amplifier dans les prochaines années. Il existe en Méditerranée une communauté de problématiques, d'enjeux, de valeurs et d'intérêts. Il s'agit, au travers de ce projet, de promouvoir une vision méditerranéenne du développement des territoires ruraux, où chaque pays et chaque territoire puisse apprendre des autres et apporter aux autres.

Le projet concernera les territoires ruraux compris au sens large, c'est-à-dire dans toutes leurs composantes de développement (économiques, humaines, culturelles...) et portera plus précisément sur les dynamiques novatrices de développement expérimentées ou mises en œuvre dans ces territoires. L'analyse se fera ainsi sous l'angle de l'innovation dont les territoires ruraux et leurs acteurs sont porteurs aujourd'hui, dans un contexte de grands changements (mondialisation, réchauffement climatique, urbanisation, migrations, etc.).

Objectifs

Sa finalité étant de fournir un référentiel commun et d'induire une meilleure appropriation collective et une meilleure défense des intérêts de cette région, le projet a pour objectif de **mettre à disposition des acteurs impliqués dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des projets de développement des territoires ruraux** (collectivités locales, acteurs locaux, services déconcentrés de l'État, ONG, prestataires) **des outils conceptuels et méthodologiques** et de leur fournir les connaissances nécessaires pour améliorer la pertinence de leurs réflexions et renforcer l'efficacité des actions mises en œuvre.

Il s'agit en particulier :

- ✗ de créer, renforcer consolider les capacités d'observation, d'analyse, de capitalisation et d'information, à travers un dispositif régional d'échange d'expériences et de capitalisation.
- ✗ d'appuyer, à partir des enseignements tirés de ces travaux, les acteurs impliqués dans le développement des territoires à travers des actions de formation, de recherche, de conseil et d'expertise, ainsi que des actions expérimentales grandeur nature.

Le projet est prévu pour une durée de 2 ans et couvre, autour du réseau animé en France par l'IAMM, le **Maroc**, la **Tunisie** et l'**Égypte**.

BILAN SYNTHETIQUE DES REALISATIONS JUSQU'A FIN 2012

Les activités menées par Targa dans le cadre de ce projet se focalisent particulièrement sur des territoires caractérisés par leur fragilité et leur vulnérabilité. **Les deux territoires d'étude retenus dans ce sens sont:**

- **Le Parc Naturel de Bouhachem (PNB) dans le nord du Maroc**
- **La vallée de l'Ouneine dans le Haut Atlas**

La première phase du projet a porté principalement sur **l'identification d'initiatives dites « innovantes »** dans les territoires retenus ainsi qu'à leur documentation. Des sorties sur le terrain ont permis de rencontrer un certain nombre d'acteurs locaux et de repérer des projets pouvant représenter un intérêt en termes d'innovation sur leur territoire de mise en œuvre.

Afin de compléter et de diversifier la base de données sur les dynamiques novatrices au niveau du Maroc un nouveau territoire a été exploité : la province de Guelmim. En effet, la province de Guelmim fait partie des provinces où l'association Targa-Aide est implantée dans le cadre du projet « Appui des communes à l'élaboration de leurs PCD (Plan Communaux de Développement) », ce qui a facilité la prospection au niveau de ce territoire.

Sur une dizaine d'actions identifiées, deux ont été sélectionnées : **l'éco musée de Tifraouen** (commune rurale Laghdir, Province de Chefchaouen) et **la gestion communautaire concertée autour d'une ressource naturelle en voie d'extinction « le thym »** (commune rurale Ouneine, province de Taroudant).

Afin de documenter et de présenter les initiatives innovantes identifiées **des fiches projets et des récits d'acteurs ont été produits** et mises en ligne sur le site du projet ; ce partage ayant pour objet de favoriser l'échange d'expérience entre les différents partenaires.

En vue de préparer la phase suivante d'appui aux deux initiatives retenues, les modalités d'accompagnement ont été définies. Pour cela des visites de terrain ont été organisées en compagnie d'experts pour réaliser un état des lieux afin d'organiser les actions à venir.

Parallèlement à ce volet du projet, des **échanges d'expériences**, de pratiques et la mise en réseau entre les pays participants ont eu lieu dans le cadre des séminaires et tables rondes organisés périodiquement, tous les trois mois, regroupant des experts de plusieurs pays. Le but étant de créer un espace d'échange d'expériences et de pratiques autour de thèmes tels que : la décentralisation, l'éco construction ou encore les organisations et syndicats agricoles.

3 réunions des comités de pilotage du projet ont été organisées dans des pays différents du projet en 2011 et 5 en 2012 donnant lieu à des rencontres élargies, des visites de terrain et des séminaires thématiques.

Initiative 1 : Accompagnement à la mise en place de l'écomusée de Tifraouen

Thème : Gestion communautaire pour la mise en valeur et la conservation des patrimoines sociaux culturels de la commune et de la région et pour la promotion du tourisme rural et culturel.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique territoriale dans le cadre de la création d'un espace naturel « Le Parc Naturel Régional de Bouhachem » regroupant plusieurs territoires autour d'un projet d'intercommunalité dont la commune de Laghdir.

Localisation : Parc Naturel Régional de Bouhachem - Province de Chefchaouen, Commune Rurale Laghdir - Douar de Tifraouen

Initiative 2 : Accompagnement à la mise en place d'un système de gestion concertée d'une ressource naturelle en voie de dégradation, le cas du thym

Thème : Gestion communautaire des ressources naturelles (Plantes Aromatiques et Médicinales-PAM) de la vallée d'Ouneine afin d'assurer leur pérennisation et leur protection

Localisation : La vallée de l'Ouneine - Province de Taroudant – Commune Rurale Ouneine

ACTIVITES REALISEES EN 2013

Prévue initialement au mois de février 2013, la clôture du projet a été reportée au mois d'avril suivant afin de permettre l'achèvement de certaines activités. Cependant Targa a décidé de son côté de poursuivre les actions en cours jusqu'au mois d'octobre 2013.

Cette période a principalement été consacrée à l'appui aux initiatives de l'écomusée de Laghdir et de la gestion concertée de la ressource thym dans la vallée de l'Ouneine ainsi qu'à la capitalisation de ces deux expériences.

a. L'appui aux initiatives

L'écomusée du village de Tifraouen

Initiative 1 : Accompagnement à la mise en place de l'écomusée de Tifraouen

L'initiative du musée du douar de Tifraouen a été lancée par un professeur originaire du douar qui a collecté durant des années différents objets utilisés dans la vie quotidienne (objets de stockage de denrées alimentaires, outils liés aux métiers artisanaux..) et les a ensuite stockés dans l'ancienne mosquée du village afin qu'ils soient exposés. Cette initiative locale est un signe de la conscience développée par la population pour la préservation de son patrimoine. Par la suite la mosquée où les villageois exposaient leurs objets a été démolie.

Cette initiative communautaire a été repérée dans le cadre du projet « Programme de Développement Intégré (PDI) » qui a financé la construction d'un bâtiment destiné à accueillir un écomusée où les objets collectés seront exposés.

A ce jour, le bâtiment construit n'est pas fonctionnel, d'une part il ne respecte pas toutes les exigences muséologiques et d'autre part la gestion de l'écomusée n'a pas été clairement définie avant la construction entre les acteurs concernés.

Tous les ingrédients nécessaires pour la mise en fonction de l'écomusée sont présents : Une population concernée et motivée, une culture locale riche et des acteurs locaux prêts à s'engager dans le projet. De plus, l'écomusée a été intégré au niveau d'un circuit touristique « nature et culture » rattaché au Parc Naturel Régional de Bouhachem, un territoire dont l'avenir est prospère.

Après s'être entretenu avec les différents acteurs (la commune Laghdir, la population locale et les personnes ayant contribué à la construction du bâtiment dans le cadre du projet PDI), il nous a semblé intéressant d'appuyer l'ensemble de ces acteurs dans le cadre du projet A2DTRM afin de contribuer à la mise en fonction de l'écomusée de Tifraouen.

L'appui a porté sur **la mise en fonction du musée** selon les normes standards des musées. Cet appui s'est fait en étroite collaboration avec la commune, la population ainsi qu'avec l'intervention de la conservatrice du musée ethnographique de Chefchaouen. Plusieurs réunions de travail ont été organisées dans ce sens.

Ainsi 4 actions ont été menées :

- ✗ La concertation avec la population
- ✗ L'élaboration d'une convention tripartite concernant les modalités de gestion de l'écomusée entre la commune, l'association « Al andalous » et Targa-Aide.

La convention a été élaborée et signée en février 2013. Elle engage les différentes parties à mettre en commun leurs efforts pour la mise en oeuvre des activités de l'écomusée.

Un comité de suivi et d'évaluation a ensuite été mis en place composé de deux membres des trois institutions signataires.

- ✗ L'Appui technique à la gestion des objets collectés et à la collecte de nouveaux objets.



Pour ce volet, Targa a fait appel à Mme Fatima Bouchmal, conservatrice du musée ethnographique de Chefchaouen. Dans un premier temps une réserve a été aménagée au sein du musée afin de stocker les objets à collecter. En vue de la collecte des objets, plusieurs supports nécessaires à l'action ont été mis en place : un PV de don d'objets, un registre, des fiches d'inventaire, l'étiquetage des objets... Deux séances de collecte des objets ont été organisées en septembre et octobre 2013 permettant de rassembler plus de 80 objets.



Partie des objets collectés

- ✗ L'Appui au plaidoyer pour le financement du mobilier et du matériel nécessaire pour la mise en place de l'écomusée.

Compte tenu des problèmes d'étanchéité du bâtiment abritant le musée durant les saisons de pluie, des travaux de réhabilitation ont été réalisés.

Bien que l'état d'avancement des activités soit satisfaisant, l'accompagnement pour la mise en fonction de l'écomusée est loin d'être achevé. L'appui a permis à l'initiative communautaire de se renforcer et d'établir des bases solides pour atteindre son objectif.

Dans cette dynamique, il faudrait continuer à appuyer les gestionnaires de l'écomusée à trouver le financement nécessaire pour commencer leurs activités.

La gestion concertée de la ressource thym dans la vallée de l'Ouneine

Initiative 2 : Appui à la mise en place d'un système de gestion concertée d'une ressource naturelle en voie de dégradation : le cas du « thym »

Ancrées dans la culture de la vallée de l'Ouneine, les Plantes Aromatiques et Médicinales (PAM), qui y poussent de façon spontanée, sont utilisées traditionnellement pour les besoins domestiques de ses habitants.

A partir du début des années 2000 la demande en PAM a commencé à croître. Le développement de la production industrielle des produits à base de plantes distillées (cosmétique, phytothérapie...) a entraîné le développement de l'exploitation des PAM. Les PAM sont devenues petit à petit une source de revenus non négligeable pour la population locale.

L'impact sur les ressources naturelles de la vallée a été rapide. Une exploitation massive et non organisée du thym, couplée à des périodes de sécheresse, a conduit à une dégradation de la ressource. De plus, de mauvaises pratiques de cueillette ont entraîné une mauvaise restitution de l'espèce.

Chaque année, la commune et le Haut-Commissariat des Eaux et forêts de la Lutte Contre la Désertification décident ensemble de la vente de l'exploitation de ces ressources forestières. L'exploitation du thym et de l'armoise fait vivre un grand nombre de familles de la vallée.

Actuellement, la population locale est consciente de la nécessité de préserver et protéger les ressources naturelles de la vallée. Elle s'est rendue compte qu'il est impératif de trouver un autre mode de gestion afin que les PAM continue à être exploitées de façon raisonnée.

Dans le cadre du projet A2DTRM, Targa a décidé d'intervenir par des actions d'appui et de médiation auprès des acteurs locaux afin que l'exploitation des PAM de la vallée de l'Ouneine soit mieux gérée.

L'objectif de l'accompagnement est d'appuyer les acteurs locaux dans la mise en place d'une organisation qui permette une meilleure gestion de l'exploitation des PAM dans la vallée.

L'appui a consisté à soutenir la population ainsi que la commune de l'Ouneine pour consentir à une solution concrète afin d'exploiter « convenablement » les ressources de la vallée. Une médiation auprès de la population et de la Délégation des Eaux et Forêts a été réalisée dans ce sens.

L'appui est articulé autour de 2 actions :

- ✗ **Une médiation et une réflexion autour d'un mode de gestion durable des PAM de la vallée, en concertation avec les différents acteurs concernés et les services du HCEFLCD afin de définir un accord de principe sur la bonne gestion de la ressource naturelle.**

Cette action a consisté en l'organisation et la participation à des rencontres : une première réunion avec le Président de la commune, un atelier participatif avec une vingtaine de professionnels (cueilleurs, intermédiaires, transporteurs...), des réunions avec les différents partenaires institutionnels autour de la gestion des ressources naturelles de la vallée (les représentants du HCEFLCD, le représentant du Ministère de l'agriculture, les élus de la commune...), la participation à une réunion du Conseil Communal de la commune de l'Ouneine. et organisation d'une réunion avec les acteurs concernés. Une visite a été réalisée à la coopérative d'Agoundis située à proximité de l'Ouneine et qui collecte et exploite les PAM avec un souci de préservation.

Ce processus a permis de concevoir de façon concertée un dispositif qui permettrait d'assurer une meilleure gestion de la ressource dans la vallée tout en valorisant son exploitation.



- ✗ **Un appui technique pour définir une méthode adaptée de gestion de la ressource naturelle : Evaluation de la ressource et réalisation de test de valorisation (séchage et distillation), appui à la constitution d'un cadre d'organisation des exploitants (coopérative) pour la bonne gestion et valorisation locale des PAM de la vallée.**

Pour assurer cet appui Targa a effectué une mission de prospection des zones de thym au niveau de la vallée. Par la suite elle a équipé et mis en place un essai de distillation du thym et de l'armoise pour obtenir un échantillon de leur huile essentielle. Un expert a été recruté et a contribué à évaluer la qualité et les propriétés de la matière obtenue via des procédés de valorisation : Séchage et distillation. Il a participé à la définition des méthodes adaptées pour la mise en valeur du produit afin d'en tirer un meilleur profit. Une évaluation de la biomasse du thym au niveau de la vallée a été réalisée.



Afin de **sensibiliser et former la population concernée sur la mise en valeur des PAM au niveau de la vallée**, des réunions auprès de la population de l'Ouneine ont été organisées. La nécessité de constituer une coopérative a été débattue au cours de ces rencontres.

Les principaux résultats du projet résident dans :

- ✗ L'identification d'un groupe de personnes pouvant représenter la filière au niveau de la vallée et porter le projet dans le futur.
- ✗ L'implication des institutions : Implication du HCEFLCD, du Ministère de l'agriculture, ainsi que le Ministère de l'intérieur. Un accord de principe autour de la gestion des ressources naturelles dans la vallée a été signé.
- ✗ Réalisation de test de valorisation et évaluation de la biomasse en compagnie du Pr Hassan Greche, professeur à l'INPAM de Taounate.

Aujourd'hui, tous les acteurs concernés sont impliqués, c'est l'occasion de faire avancer les choses, de plus la population est en attente de résultats. Les informations principales ont été collectées pour la mise en place un système de gestion adéquat au contexte de la vallée. C'est une initiative très intéressante à poursuivre et pourquoi pas à concrétiser durant la prochaine saison d'exploitation du thym (entre Avril et septembre 2014).

Pour cela il faudrait :

- ✗ Appuyer à la création de la coopérative qui participera à la gestion des PAM, la population est en attente et demande l'appui de Targa pour créer l'institution. Une liste de personne intéressées est constituée.
- ✗ Mettre en contact la coopérative avec le HCEFLCD pour définir les modalités de gestion de la ressource, le HCEFLCD peut aussi assurer le financement de matériel dans le cadre de programme existant.
- ✗ Impliquer le Ministère de l'agriculture pour appuyer la mise en culture des PAM
- ✗ Réaliser une étude de marché et des débouchés

b.La capitalisation des expériences

Parallèlement à la réalisation des actions d'appui, un travail de capitalisation autour des initiatives de l'écomusée de Laghdir et de la gestion concertée de la ressource thym dans la vallée de l'Ouneine a été réalisé donnant lieu à la production de deux reportages (films) et de deux rapports.

La mise en cohérence territoriale des produits de la planification des communes de la région Tanger-Tétouan

Nom du projet	Mise en cohérence territoriale des produits de la planification des communes de la région Tanger-Tétouan
Lieu	Région Tanger-Tétouan
Bénéficiaires	Acteurs locaux concernés
Durée du projet	09/11/11 au 30/06/13 et 2 prolongations jusqu'au 31/12/2013
Budget global	
Partenaires	Agence Catalane de Coopération au Développement (ACCD) Conseil Régional Tanger-Tétouan

PRESENTATION DU PROJET

Contexte

En collaboration avec l'Agence Catalane de Coopération au Développement et le Conseil Régional Tanger-Tétouan, ce projet s'inscrit dans la continuité des activités menées par Targa en matière d'appui à la planification et au développement local, ainsi que dans celui de la politique de décentralisation voulue par le Maroc et du projet de régionalisation avancée affirmé par la récente réforme constitutionnelle.



La réflexion entreprise par Targa en marge de ces exercices a fait émerger des perspectives d'actions s'inscrivant dans la continuité et la complémentarité du processus. Il s'agit notamment de la mise en cohérence des produits de la planification communale à une échelle territoriale supérieure (province, région, territoires). En effet, un travail de mise en cohérence des situations communales à l'échelle régionale est incontournable et permet d'identifier des actions de développement dépassant le cadre communal, s'inscrivant dans des logiques de territoires et d'intercommunalité. L'intégration des données communales à une échelle régionale s'avère d'autant plus pertinente par la place tenue par la région sur le rang des collectivités locales.

Comme l'a affirmé la récente réforme constitutionnelle, la région constitue un échelon territorial aux prérogatives majeures en matière de développement socio-économique, en voie de consolidation en outre, à travers le projet de régionalisation avancée.

La zone du projet couvre la région Tanger-Tétouan située au nord du Maroc, soit 7 provinces/préfectures et plus particulièrement les 95 communes appuyées par Targa pour l'élaboration de leur PCD.

Objectifs et résultats attendus

L'**objectif global** du projet consiste à promouvoir les opportunités de développement locales et régionales. Et plus spécifiquement, il s'agit de mettre en cohérence les informations et les problématiques issues de la planification communale afin d'envisager des solutions de développement harmonisées à l'échelle de la région Tanger-Tétouan (**objectif spécifique**).

Les principaux **résultats** attendus du projet sont :

- ✗ L'information produite par les communes dans leur exercice d'élaboration des PCD est organisée, à l'échelle provinciale d'abord, et régionale ensuite, et analysée de manière à faire ressortir les caractéristiques communes, tant en matière de potentiels que d'insuffisances ;
- ✗ Une carte des vocations et des problématiques de la zone est dressée, des actions de développement afférentes, notamment les filières porteuses, et des mesures d'accompagnement de leur développement sont identifiées ;
- ✗ Une démarche méthodologique de mise en cohérence des produits de la planification communale est élaborée.

Logique et démarche d'intervention

- **Une démarche d'intégration** qui consiste à prendre en compte les dimensions locales (communales) dans les planifications territoriales de niveaux supérieurs.
- **Une démarche de concertation avec les acteurs locaux et d'affirmation de la transparence.**
- **La contribution d'une expertise nationale et internationale en développement territorial, inscrivant le projet dans une approche de recherche-action.**

MISE EN ŒUVRE ET BILAN SYNTHETIQUE DES REALISATIONS JUSQU'A FIN 2012

Initialement prévu en octobre 2011, le démarrage du projet a été retardé (évènements liés au contexte de réformes et calendrier électoral, signature retardée de la convention de partenariat...) et les activités n'ont effectivement commencé qu'en mars 2012. Une prolongation du projet a été acceptée par l'ACCD reportant sa clôture au 29 février 2013.

Cependant, la nature même du projet, un projet pilote comportant un aspect recherche-action central, et le processus de concertation mis en place avec les acteurs locaux ont pris plus de temps que prévu. Afin de lever cette contrainte une nouvelle demande de prolongation du projet jusqu'à la fin du mois de décembre 2013 a été adressée à l'ACCD qui l'a acceptée.

Moyens mis en œuvre

- ✗ Une équipe de Targa possédant les compétences spécifiques requises et une très bonne connaissance de la planification territoriale.
- ✗ Une assistance technique locale : un appui ponctuel d'universitaires issus de la région Tanger-Tétouan
- ✗ Une assistance technique internationale assurée par trois experts dont deux experts catalans.

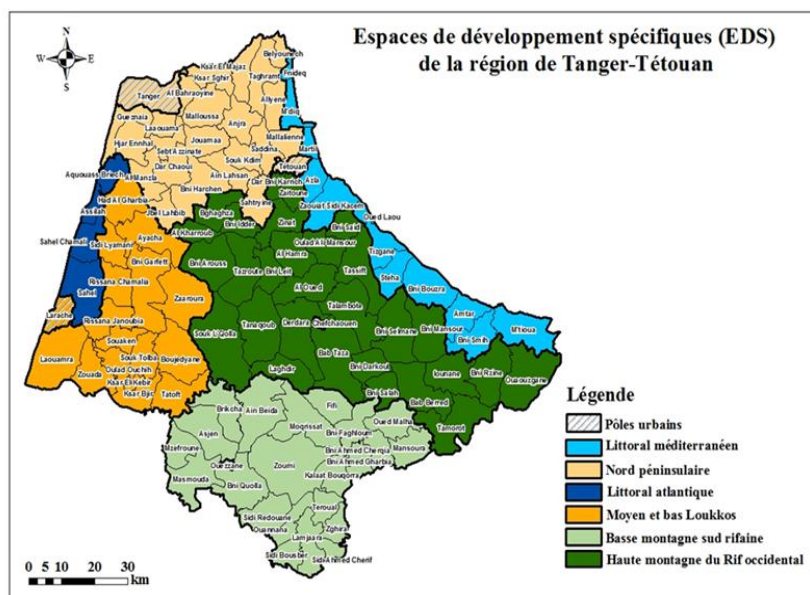
Etat d'avancement

Les principales activités réalisées au cours de la première année du projet ont porté dans un premier temps sur l'organisation de réunions de lancement du projet et sur la collecte d'informations sur la région. **Une première synthèse documentaire**, document de travail dont le contenu a évolué avec l'avancement des travaux, de la collecte d'informations complémentaires a été produite. Elle vise à fournir une vision globale de la situation de la région, des dynamiques en cours sur son territoire, de la situation des différents secteurs et des actions programmées par les pouvoirs publics pour chacun d'entre eux.

Par la suite un travail important **d'organisation et d'agrégation des données** issues des PCD à différentes échelles a été réalisé. Il s'agit de données de connaissance du milieu et de données issues des projets inscrits dans les PCD. Des études préliminaires à la mise en cohérence provinciale des PCD ont été réalisées.

A partir de l'analyse des données disponibles une **première analyse des vocations territoriales** a été effectuée. **Des espaces de potentialités communes** ont été recensés et un premier découpage de la région en cinq grandes zones de vocations a été réalisé et utilisé comme support de discussions lors de l'atelier de réflexion et d'échanges de décembre 2012.

Au cours de la période deux ateliers de réflexion et d'échanges (octobre 2012 et décembre 2012) ont été organisés. Ces temps de rencontre associant experts nationaux et régionaux ont permis de débattre la méthodologie mise en place ainsi que les premiers résultats obtenus et de préciser la démarche à suivre pour la suite des travaux.



ACTIVITES REALISEES EN 2013

a. Définition et délimitation d'espaces de similitude

La zonation de la région en espaces relativement homogènes a pour objet de permettre ensuite de définir des orientations de développement qui relèvent de mêmes priorités et de mêmes approches politiques. Ces espaces ont été identifiés à partir de l'analyse d'une batterie d'indicateurs. Ces unités spatiales relativement homogènes ont été dénommées « espaces de développement spécifiques » (EDS).

b. Caractérisation des espaces de développement spécifiques

Entamée au début 2013, ce volet du projet a demandé plusieurs mois de travail en raison notamment de l'ampleur des activités requises, comme présentées ci-dessous.

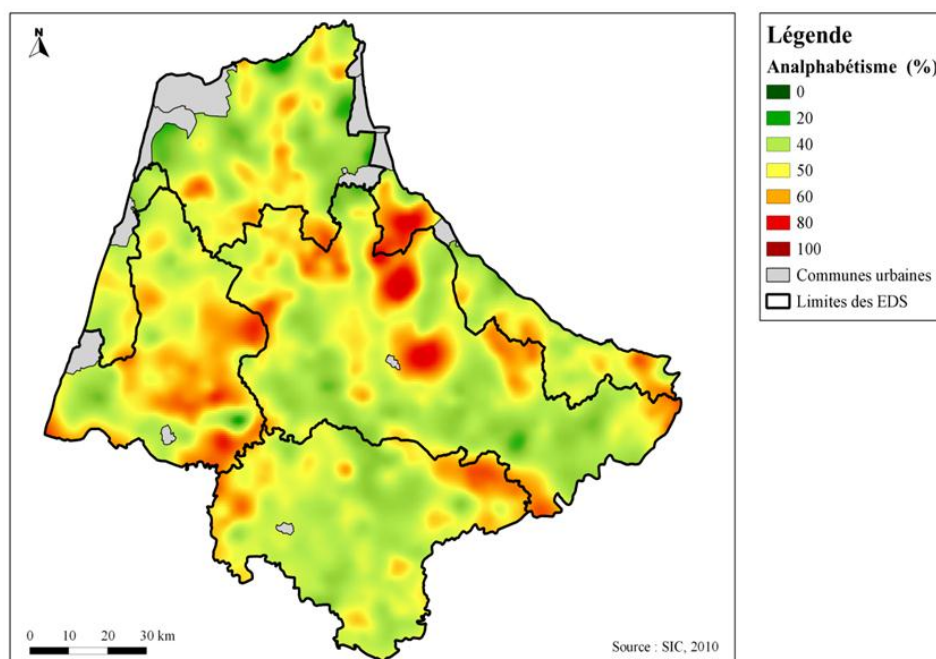
Une collecte de données complémentaires sectorielles (secteurs économiques, forêts, environnement...) qui n'étaient pas disponibles dans les PCD, a été réalisée auprès des services extérieurs concernés ou d'autres institutions régionales. Une cinquantaine d'indicateurs pertinents qui renseignent au mieux sur les aspects démographiques, socio-économiques, infrastructures de base, occupation des sols... a été produit. Chaque indicateur a fait l'objet d'une mesure pour analyser et caractériser par la suite chacun des espaces.

Ces indicateurs ont été représentés sur des cartes (une cinquantaine de cartes ont été produites) et des tableaux synthétiques.

Pour chacun des aspects étudiés, une analyse a été produite pour nourrir ensuite un diagnostic territorial de la région.

Exemple de cartes produites :

Taux d'analphabétisme dans la région de Tanger - Tétouan



c.Troisième atelier de réflexion et d'échanges (28 juin 2013)

Cet atelier restreint a réuni les personnes ressources (experts nationaux et internationaux) ainsi que l'équipe de Targa impliquées dans le projet. Sur la base des résultats obtenus, cette rencontre a permis de poursuivre la réflexion et les échanges autour de la délimitation des sous-ensembles territoriaux homogènes (EDS), la caractérisation des zones en cours de réalisation et la mise en perspective des contraintes et potentialités des zones homogènes et des attentes des populations traduites dans les planifications communales.

d.Agrégation des cadres logiques opérationnels, les projets programmés dans les PCD

Après avoir réalisé un diagnostic du territoire de la région à travers ses EDS, la démarche du projet prévoit de mettre en perspective les contraintes et les besoins de développement identifiés avec les projets programmés dans le cadre des PCD et des programmes étatiques.

Les projets des PCD s'inscrivent pour chaque commune dans un cadre logique opérationnel (CLO). Une application a été mise en place dans laquelle ont été intégrés l'ensemble des CLO des 95 communes de la région appuyées par Targa. Cette application permet d'agréger les coûts des projets d'une part et de quantifier les réalisations qui en découleront d'autre part.

L'agrégation des CLO a ensuite été effectuée pour les différents secteurs de planification (éducation, santé, infrastructures de base, socio-culturel, AGR et environnement) aux trois échelles suivantes : la Province, les EDS et la région. L'analyse de ces résultats est en cours.

Exemples de produits de l'agrégation des CLO au niveau des EDS :

Projets planifiés dans le secteur de l'éducation		
EDS	Nb projets	Coût
Littoral méditerranéen	26	111,0
Nord péninsulaire	77	399,4
Littoral atlantique	10	28,3
Moyen et bas Loukkos	57	176,8
Basse montagne sud rifaine	83	222,9
Haute montagne du Rif occidental	116	315,5
Total région	369	254,0

e.Elaboration et finalisation des produits du projet

Les rapports et produits suivants ont été finalisés :

- ✗ Une synthèse documentaire qui intègre la monographie de la région et la présentation des différentes politiques sectorielles de l'Etat qui y sont mises en œuvre.
- ✗ Un diagnostic territorial régional basé sur l'analyse et la caractérisation des EDS.
- ✗ Un rapport d'analyse des projets des PCD, traduisant les doléances des populations des communes de moins de 35 000 habitants, agrégés aux différentes échelles région, provinces et EDS.
- ✗ Une étude de consolidation des résultats du projet qui analysera en fonction des besoins et des contraintes de développement identifiés sur le territoire de la région, les réponses

apportées par les PCD et les politiques de l'Etat. Des pistes d'actions complémentaires à mettre en œuvre seront proposées.

- ✕ Une feuille de route qui présentera la méthodologie de mise en cohérence des produits de la planification communale dans la perspective d'une planification régionale.

f.Séminaire de clôture du projet

Ce séminaire organisé le 11 décembre 2013 au siège du Conseil Régional Tanger-Tétouan s'est inscrit dans la continuité des trois ateliers d'échanges et de réflexion organisés dans le cadre du projet afin de créer une interaction et une démarche concertée avec les différentes parties concernées par la planification territoriale régionale.



Présentations des résultats du projet par
l'équipe de Targa

Il a permis de **présenter, débattre, apporter des recommandations et consolider** :

- La démarche méthodologique mise en place ;
- Les principaux résultats du diagnostic territorial réalisé et de l'analyse des planifications communales ;
- L'analyse croisée des éléments de diagnostic territorial, des réponses apportées par les planifications communales et des politiques sectorielles mises en œuvre sur le territoire.

Ont pris part à cette rencontre les 3 consultants internationaux qui ont appuyé le projet depuis son démarrage, des universitaires de la Région Tanger-Tétouan, des représentants des services extérieurs et du Conseil Régional Tanger-Tétouan.

Étude sur la gouvernance économique des collectivités territoriales au Maroc

Nom du projet	Étude sur la gouvernance économique des collectivités locales au Maroc
Lieu	Tanger - Tétouan
Bénéficiaires	Communes concernées
Durée du projet	04/07/2012 au 30/06/2013
Budget global	
Partenaire	Collectif Démocratie et Modernité (CDM)

PRESENTATION DU PROJET

Contexte

Le processus de gestion économique au niveau des collectivités territoriales, depuis la prise de décision, jusqu'à l'opérationnalisation des choix connaît des bouleversements importants depuis 2009 suite à la réforme de la Charte communale et à l'introduction de l'article 36 obligeant les communes à conduire un processus participatif de planification stratégique. Cette récente réforme va elle-même connaître un second bouleversement introduit par la nouvelle constitution adoptée en juillet 2011. Ces réformes en cours dont les textes d'opérationnalisation ne sont toujours pas connus rendent le contexte de cette étude transitoire, ce qui oblige à quelques hypothèses de travail qui relativisent les résultats attendus.

Cette étude part d'une **première hypothèse** qui réside dans le fait que l'analyse de la situation actuelle de la gouvernance économique et financière s'inscrive dans le contexte d'après la réforme de 2009 qui introduit le concept de la planification communale du développement (PCD) et ne revienne pas sur les conditions d'avant cette réforme (où le PDES était établi, dans son essentiel, par les services extérieurs de la DGCL au niveau des Provinces).

La **seconde hypothèse** vise à prolonger le devenir de la courte expérience de la planification territoriale des communes dans le nouveau contexte de la régionalisation avancée et de l'opérationnalisation de la nouvelle constitution. De ce fait les propositions et les recommandations qui seront émises s'inscriront dans ce nouveau contexte supposé favorable.

Présentation de l'étude

L'étude sur « la gouvernance économique des collectivités territoriale au Maroc » est une étude menée dans le cadre d'un partenariat entre l'Association Targa-AIDE et le Collectif Démocratie et Modernité (CDM). Dans le contexte et les hypothèses décrits ci-dessus, **cette étude a pour objectifs** :

- ✕ L'identification des indicateurs et des facteurs clés de bonne gouvernance économique des communes au Maroc ;
- ✕ L'identification des services publics attendus par les populations les plus vulnérables, leur fonctionnement et les modalités d'accès à ces services ;

- ✗ L'analyse et la proposition de **pistes d'amélioration** pour :
 - les mécanismes d'élaboration de la planification et des budgets ;
 - les mécanismes de participation de la société civile et des citoyens aux grands choix de la collectivité territoriale ;
 - la répartition des responsabilités entre administrations.
- ✗ La **construction d'une batterie d'indicateurs** de bonne gouvernance des collectivités locales ;
- ✗ La **préparation d'un mémorandum** à présenter au gouvernement sur les dispositions législatives relatives à la gouvernance économique des collectivités locales à intégrer et ce, à partir de l'analyse et recommandations de l'étude.

Fondée sur les données financières collectées auprès des communes ainsi que sur les résultats de la planification stratégique participative communale (diagnostic, stratégie de développement, plan d'action triennal du PCD), l'étude couvre un large échantillon de communes.

L'agrégation des données financières de ces communes offre la possibilité d'une **analyse documentaire fondée sur des cas concrets**, actuels et diversifiés, et ce en vue de :

- .Décrire le circuit des finances locales (les textes et les pratiques)*
- .Identifier les tendances actuelles de la gestion financière des communes et établir une typologie*
- .Clarifier les notions relatives à la gestion financière des communes*
- .Mettre en évidence les acteurs de la gestion des finances locales, leurs rôles et positionnement*

Démarche proposée

La démarche vise tout d'abord à examiner le processus de la prise de décision en mettant en exergue la nature et l'ampleur de la participation et/ou de la concertation de la population locale dans ce processus. Ensuite, une analyse de la nature de cette décision (concrétisée dans notre cas par les Plans de Développement Communaux) sera menée afin de mettre en évidence, d'une part, la diversification des domaines de développement visés par ces plans et la nature des bénéficiaires concernés et, d'autre part, l'adéquation des ressources humaines et matérielles de ces collectivités avec l'ambition et l'ampleur de ces plans de développement.

Un tel diagnostic permettra d'identifier les points faibles et les points forts du circuit de la prise de décision ainsi que ceux relatifs à sa nature et de proposer dans un contexte de décentralisation des pistes d'amélioration.

Le vecteur central de cette démarche repose sur **l'analyse d'un processus réel** qui a permis non seulement la prise de décision mais également sa mise en œuvre ; celui mis en œuvre dans le cadre du Programme d'appui et d'accompagnement des communes à l'élaboration de leur PCD mené par Targa depuis fin 2009 en partenariat avec la DGCL et l'APDN.

Ce programme ciblant les communes rurales et petites municipalités de dix provinces et préfectures du nord³ a permis une accumulation importante d'enseignements et de données. Il s'agira donc, pour aboutir aux objectifs définis ci-dessus, de mener des études de cas vécus par cette expérience d'accompagnement. La possibilité de mettre en perspective les données issues du processus de

³ Région Tanger-Tétouan : Larache, Tanger-Assilah, Fahs-Anjra, Tétouan, MdiqFnideq, Ouezzane, Chefchaouen.
Région Taza-Taounate-Al Hoceima : Taza, Guercif, Taounate.

planification communale, en particulier les données relatives à la gestion financière des communes et les PCD, aidera à dresser un diagnostic réaliste de la gouvernance économique et financière de ces collectivités avec la formulation de propositions pour l'amélioration des mécanismes administratifs et juridiques des finances locales.

Le diagnostic ainsi établi sera consolidé par **une enquête de terrain** qui sera conduite à différents niveaux territoriaux : communal provincial et régional. Cette enquête concernera la région de Tanger-Tétouan et ciblera pour le niveau provincial toutes les provinces et préfectures de la région par contre, pour le niveau communal, elle ne concernera qu'un échantillon raisonné de communes. Outre la consolidation du diagnostic cette enquête-entretien permettra une concertation avec les acteurs territoriaux sur les recommandations contenues dans le mémorandum.

Cette étude de cas comprendra cinq parties distinctes :

- ✗ **Une évaluation du processus** adopté pour aboutir à la planification territoriale détaillé dans le Guide n°1 « Feuille de route » produit par Targa et détaillé dans la partie de ce rapport consacrée au Programme PCD (cf. chapitre 1-1). Cette évaluation s'attardera sur le niveau de participation de la population notamment pour ses segments les plus marginalisés (femmes et jeunes) ainsi que sur la place de la concertation et de la transparence comme éléments structurant de ce processus de prise de décision.
- ✗ **Une étude comparative** des plans de développement triennaux des PCD issus d'une expérience qui a concerné près de 200 communes du nord du Maroc produisant ainsi un portefeuille de près de 5000 projets de développement. Cette analyse concernera essentiellement les aspects financier et économique de ce portefeuille ainsi que sur le positionnement des acteurs institutionnels par rapport à cette prise de décision des acteurs communaux.
- ✗ **Une revue des expériences internationales** en matière de bonnes pratiques dans le domaine de la gestion économique et financière des collectivités.
- ✗ **Une enquête de terrain** ciblant le territoire de la région de Tanger-Tétouan conduite au niveau communal (sur un échantillon raisonné de communes relevant de cette région), au niveau provincial (ciblant les autorités et les collectivités provinciales de toutes les provinces de la même région) et au niveau de la région.
- ✗ **Un mémorandum** proposant des **améliorations** des mécanismes administratifs et juridiques.

AVANCEMENT DU PROJET A LA FIN 2012

La première phase du projet a consisté à collecter et traiter les informations relatives aux comptes administratifs des communes de la région de Tanger-Tétouan, retenue comme zone d'étude en raison de l'appui apporté par Targa à l'élaboration des PCD de ses communes de moins de 35 000 habitants. Dans le même temps une enquête sur la gouvernance auprès de ces mêmes communes a été réalisée ainsi qu'une série d'entretiens relatifs au circuit de la prise de décision. Par la **suite deux rapports ont été élaborés. Le premier concerne l'analyse documentaire** relative à la gouvernance économique des collectivités locales. Le document propose un cadre conceptuel de la gestion économique des collectivités locales en soulignant les grandes lignes des bonnes pratiques et des mauvaises relevées dans certaines expériences internationales. Il montre aussi les possibilités

d'amélioration de la gouvernance offertes aux responsables des communes et à la société civile par les textes juridiques et les règlements qui déterminent les attributions des acteurs et régissent leur action.

Le deuxième rapport traite des finances locales en proposant un état des lieux sur la gestion financière des collectivités locales issu de l'analyse comparée des communes ciblées par le Programme d'appui à l'élaboration des PCD dans le nord.

Afin d'élargir le partage mais également la concertation autour de la gouvernance des collectivités locales avec la société civile et des représentants des CT (fonctionnaires, élus...), le projet prévoit l'organisation de rencontres régionales. **Quatre rencontres** sous forme d'ateliers ont été organisées en 2012 avec comme objectif de présenter les résultats de l'étude documentaire, débattre et recueillir des recommandations de la part des participants sur :

- Concepts de gouvernance locale et référentiel de la bonne gouvernance économique ;
- Obstacles et défis de la gouvernance locale ;
- Rôle de la Charte communale dans l'instauration d'une bonne gouvernance ;
- Gestion des ressources et intercommunalité ;
- Communication et transparence comme outil de bonne gouvernance locale ;
- Gestion des financements et plaidoyer
- Suivi et évaluation des programmes
- Rôle de la participation de la société civile comme prérequis de la bonne gouvernance.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

Les activités du projet se sont poursuivies au-delà de la date de clôture du projet (juin 2013), tout au long de l'année 2013, en raison du retard pris dans la mise en œuvre du projet suite aux réajustements opérés.

Pour clore le cycle des rencontres régionales démarré en 2012, **7 rencontres supplémentaires** ont été organisées à Zagora, Tanger, Fès, Salé, Azilal, Marrakech et Mohammedia début 2013.

Une rencontre nationale a eu lieu au mois de mars 2013 à Rabat pour présenter et débattre les résultats de l'étude sur la bonne gouvernance économique des collectivités territoriales au Maroc (voir ci-dessous). Ont pris part à ce séminaire des représentants de ministères, d'ONG nationales, régionales et locales, des élus et fonctionnaires de CT.

Au-delà de ces rencontres, les activités menées durant l'année 2013 ont principalement consisté en l'élaboration et la finalisation des deux produits suivants :

1. l'étude sur la bonne gouvernance économique des collectivités territoriales au Maroc qui comprend une première partie sur les conclusions de l'étude documentaire et une deuxième qui présente les constats faits sur la gestion économique et financière des CT. Cette étude a été produite en français et traduite en arabe.



Formation organisée à Salé, février 2013

Comme préconisée dans la démarche méthodologique du projet l'étude est le résultat de l'analyse documentaire et de la sélection d'un échantillon de communes pour ressortir certains indicateurs de gestion économique et financière. L'analyse documentaire a porté sur l'examen des textes juridiques et réglementaires, et des principaux documents disponibles en la matière. Puis, une analyse des pratiques de planification au sein des collectivités territoriales au Maroc a été faite pour apprécier les principales interactions entre les pratiques de gestion économique et entre le nouveau contexte introduit par les réformes de la charte communale de 2009 et la dynamique amorcée de la régionalisation avancée.

Sur le terrain, la démarche adoptée repose sur l'analyse des pratiques en matière de gestion économique à l'échelle de 96 communes relevant de la région de Tanger-Tétouan, et à l'identification des blocages majeurs auxquels elle se heurte à travers des entretiens ciblés avec les acteurs clés de la gestion communale.

2.le guide sur les pratiques de bonne gouvernance économique et financière des collectivités territoriales au Maroc. Ce guide s'efforce de revoir de manière systématique les difficultés rencontrées par les communes qui entravent la mise en place d'une bonne gouvernance économique et financière et de proposer des actions d'amélioration. Dans cette optique, le guide présente les principes et les fondements de la gouvernance économique des collectivités territoriales, de la planification stratégique communale, de la gestion budgétaire et financière des communes et du suivi-évaluation, tout en mettant l'accent sur les faiblesses identifiées et les éléments d'amélioration. Le guide a également été traduit en arabe.

Parallèlement à la production de ces documents, des **séances de sensibilisation/information de 2 jours sur le contenu du guide sur les bonnes pratiques de la GL** ont été dispensées au profit des élus, cadres des CT et représentants de la société civile des régions d'Agadir, Zagora, Kénitra et Nador au cours des mois de décembre 2013 et janvier 2014.

A l'issue de la publication du guide et de l'étude, un point de presse a été organisé pour communiquer sur leur lancement.

PERSPECTIVES POUR 2014

Les dernières activités du projet qui se dérouleront en 2014 consistent en :

- ✕ L'organisation d'un colloque international sur la Bonne gouvernance économique des collectivités territoriales les 21 et 22 février à Casablanca. Targa contribuera également à des présentations lors de cette rencontre.
- ✕ La rédaction d'un mémorandum de plaidoyer *Pour une Bonne Gouvernance Economique des Collectivités Territoriales au Maroc* qui sera adressé au gouvernement marocain.
- ✕ Le projet s'achèvera par une réunion d'évaluation.

Programme d'appui et d'accompagnement à l'élaboration des Plans Communaux de Développement de huit communes de la province de Guelmim

Nom du projet	Appui et accompagnement de huit communes de la province de Guelmim dans l'élaboration de leurs Plans Communaux de Développement
Lieu	8 communes, province de Guelmim
Bénéficiaires	Communes concernées Société civile locale Division des Collectivités Locales
Durée du projet	De mai 2011 à mai 2012 et prolongation de 12 mois
Budget global	
Partenaire	Agence du Sud - Agence pour la Promotion et le Développement Économique et Social des Provinces du Sud – Maroc

PRESENTATION DU PROJET

Contexte

Le programme d'appui et d'accompagnement à la réalisation des Plans Communaux de Développement de **huit communes de la province de Guelmim** (Bouizakarne, Labyar, Aferkat, Laqsabi Tagoust, Tiglit, Taliouine Assaka, Ras Oumlil, Ait Boufoulén) s'inscrit dans le cadre de la nouvelle approche du développement local envisagée par l'État marocain à travers la procédure de la planification communale du développement entendue comme un moyen d'interaction politique locale qui met l'accent sur le renforcement et la consolidation de la participation de la population et des représentants locaux dans le processus de prise de décision et sur la prise en compte de la dimension territoriale du développement. Cette volonté se retrouve dans les amendements, apportés à la Charte communale, qui étendent les attributions des conseils communaux en matière de développement local.



Objectifs, méthodologie et axes stratégiques

Le programme, conformément aux grandes orientations de la DGCL et du Programme de Développement Territorial Durable des Provinces du Sud (PDTs), a comme finalités :

- ✗ Le **renforcement du rôle des communes** en matière de gouvernance et de définition des choix stratégiques ;
- ✗ La **responsabilisation et l'implication effective de l'ensemble des acteurs du territoire** (associations locales, acteurs institutionnels, privés, etc.) aux côtés des communes dans la construction d'une vision stratégique et d'un projet d'avenir partagé pour le territoire ;

- ✗ **L'intégration de préoccupations transversales** comme l'environnement, la valorisation du patrimoine culturel, le genre ou encore le changement climatique, dans le processus de planification.

Ainsi, l'approche méthodologique adoptée par Targa pour l'appui aux communes de Guelmim dans leur exercice d'élaboration des PCD s'inscrit en cohérence avec la méthodologie développée par la DGCL dans le Guide et le Manuel de procédures pour l'élaboration des PCD et s'inspire de l'expérience de Targa en matière d'appui à la planification, notamment dans le cadre du programme mené dans les provinces et préfectures du nord.

Cette approche se veut participative en ce sens où elle associe tous les acteurs pour dresser le portrait de la situation présente de la commune et entrevoir la situation future ambitionnée. **Le PCD est un outil de planification global, intégré et interdisciplinaire**, visant à :

- renforcer la place institutionnelle de la commune,
- mettre en œuvre le processus de décentralisation,
- restituer le travail des organes de gouvernance locaux en garantissant le futur développement de la commune, de ses localités et de ses habitants.

En même temps qu'il constitue un outil de travail concret pour les acteurs locaux, le processus d'élaboration des PCD vise aussi à mettre en place une planification participative dans le cadre d'ateliers de réflexions proposés aux citoyennes, citoyens et autres acteurs locaux.

Bénéficiaires du programme

.Les communes de Bouizakarne, Labyar, Aferkat, Laqsabi Tagoust, Tiglit, Taliouine Assaka, Ras Oumlil, Ait Boufoulen. Ces communes sont pour la plupart rurales exception faite de la commune urbaine de Bouizakarne. Dans les deux cas, la démarche d'élaboration du PCD requiert des procédures d'organisation et des outils d'investigation différents.

.La société civile locale (au niveau provincial et communal)

.La Division des Collectivités Locales (DCL) de la province

Gestion et déploiement

Targa est le partenaire de terrain de l'Agence du Sud. A ce titre, Targa accompagne et apporte une assistance technique pour la mise en place et la concrétisation de ce programme d'appui et d'accompagnement aux communes dans leur exercice de planification aboutissant à l'élaboration de leur plan communal de développement selon l'approche décrite dans le kit « planification stratégique participative » établi à cet effet.

Targa n'a pas vocation à se substituer aux institutions locales (DCL et communes) pour produire le PCD. Son rôle est d'accompagner ces institutions par des orientations, expertises ponctuelles, réglages permanents (pendant la durée de l'accompagnement) en vue d'une élaboration endogène du PCD, suivant les principes de la planification stratégique et participative.

AVANCEMENT DU PROJET A LA FIN 2012

Le processus d'appui à l'élaboration des PCD des communes ciblées selon la méthodologie adoptée par Targa a suivi les phases suivantes :

→ **La préparation et le lancement** à travers l'organisation d'ateliers dans les 8 communes et la formation des acteurs concernés sur les grandes activités d'élaboration des PCD (les Ateliers Inter-douars, le forum de diagnostic participatif, la planification...).

→ **La réalisation des états des lieux communaux** : des enquêtes exhaustives foyers et douars, des données collectées dans le cadre des ateliers inter-douars et autres ateliers socioprofessionnels ont permis d'alimenter l'état des lieux. Les données collectées ont ensuite été insérées dans les Systèmes d'Information Communale installés dans chaque commune. Les données récoltées ont été traitées (élaboration d'indicateurs...) et ont donné lieu à la rédaction d'un rapport d'état des lieux par commune. D'autres données ont été collectées dans le cadre des enquêtes gouvernance et environnement/biodiversité.

→ **Le diagnostic participatif** a consisté pour chaque commune en l'organisation d'ateliers dont les résultats ont été intégrés dans un rapport de diagnostic participatif.

→ **La planification stratégique, la programmation et la budgétisation**. Pour cette phase des ateliers de planification (pré-planification, planification stratégique, programmation) ont été organisés par commune. Des cadres logiques stratégiques et opérationnels (programmation opérationnelle triennales) ont été produits à l'issue de ces ateliers et les rapports des PCD ont été rédigés par les 8 communes avec l'appui de Targa.

Afin de valoriser ces rapports en arabe et d'en faire des outils de communication pour les communes les RPCD ont été synthétisés et traduits en français.

ACTIVITES REALISEES EN 2013

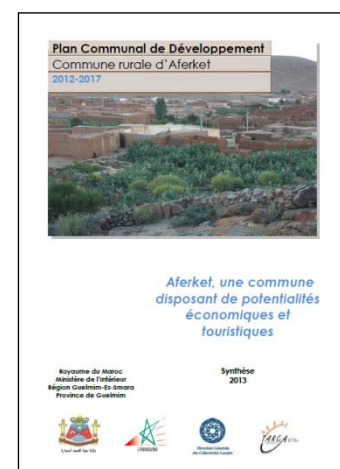
Le projet dont la clôture avait été initialement prévue pour mai 2012 a fait l'objet d'une prolongation jusqu'en mai 2013 afin d'achever les activités prévues. Il a s'agit notamment de :

1/La finalisation des synthèses des RPCD en français.

La collecte d'informations complémentaires auprès des services extérieurs (Direction de l'Agriculture...) a permis d'étayer ces synthèses en complétant les données disponibles, notamment sectorielles, et en articulant les PCD avec les actions des autres acteurs institutionnels du territoire.

2/En vue de contribuer au renforcement des capacités des communes et pour appuyer la mise en œuvre de leur PCD, l'élaboration de *3 notes méthodologiques sur la communication, le plaidoyer et le suivi-évaluation*.

Ces 3 notes ont été ensuite déclinées en plans d'action pour chaque commune. Deux ateliers ont été organisés avec des élus et/ou fonctionnaires de ces communes pour établir un plan d'action adapté à leurs capacités et répondant à leurs attentes.



5. Autres activités menées en 2013

5.1 PATRIMOINE CULTUREL DANS LE RIF ET L'ATLAS : RECENSEMENT, VALORISATION ET PRESERVATION

Fortement impliquée, depuis des années, dans le développement territorial des zones de montagnes du Rif et du Haut Atlas (en particulier la Vallée de l'Ouneine), Targa a ressenti la nécessité de travailler sur la connaissance et la valorisation de leur patrimoine culturel.

Les gravures rupestres d'Ouneine



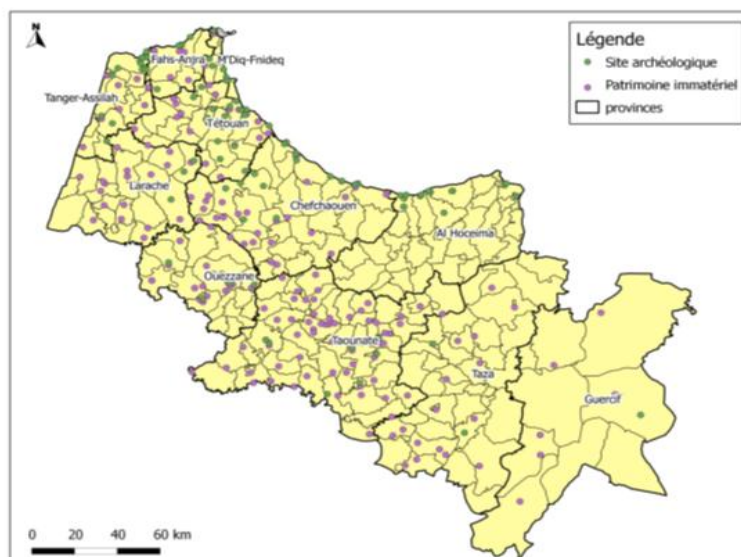
Le site à gravures de Timiz Gadwin repéré une première fois par Paul Pascon (1932-1985, naturaliste et sociologue, spécialiste du monde rural marocain) en 1983 lors de son passage dans la vallée de l'Ouneine (Province de Taroudant) a fait l'objet d'un état des lieux par une archéologue de l'équipe afin d'en évaluer le degré de dégradation au fil des ans. L'ensemble des rochers gravés s'y trouvant ont été répertoriés et géo-référencés.

Un dossier catalogue (bilingue arabe/français) des gravures répertoriées a été élaboré et remis à la commune en vue de définir un plan de préservation du site pour en limiter la dégradation et dans la perspective de sa valorisation. Une demande de classement du site a été déposée auprès du Ministère de la culture.

Le patrimoine des régions du nord du Maroc

Une liste du patrimoine matériel existant dans le Nord du Maroc a été dressée et cartographiée à l'aide de différents symboles. Une base de données contenant les sites archéologiques et les fêtes et moussems localisés par communes et douars (lorsque ces derniers sont connus) a été mise en place. **Targa envisage de réaliser une publication qui regroupe ces données patrimoniales et celles relatives à la biodiversité** pour les régions Tanger-Tétouan.

Patrimoine du rif



106 sites archéologiques distribués sur le territoire de 54 communes et 194 fêtes, festivals et moussems répartis sur 126 communes recensés

5.2 RECENSEMENT DES BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES / PROJET DE RETOUR TEMPORAIRE DE NATIONAUX EXPATRIES QUALIFIES DE L'OIM

Targa a été sollicitée par le bureau de l'Organisation Internationale des Migrations de Rabat dans le cadre du projet *Retour temporaire des Marocains Résidant à l'Etranger hautement qualifiés (TRQN)*. Il s'agit d'un projet facilitant le retour temporaire au Maroc de MRE fortement qualifiés résidants aux Pays Bas en vue d'apporter un appui pour le renforcement des capacités des institutions marocaines (publiques et privées) dans des secteurs identifiés par les institutions comme prioritaires.

L'OIM a développé un questionnaire qui a été distribué à différentes institutions publiques et privées au Maroc et qui a servi à identifier les besoins des communes en termes de renforcement de capacités.

Targa a distribué le questionnaire aux communes avec lesquelles elle travaille. 46 communes y ont répondu. Par la suite une analyse des besoins en termes de formation de ces 46 communes a été produite.

L'OIM transmettra ces résultats à l'OIM La Haye qui est chargée d'identifier et sélectionner les MRE intéressés sur la base des besoins recensés au Maroc.

5.3 REORGANISATION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION DE L'ASSOCIATION TARGA

La nécessité de réorganiser la documentation produite et accumulée au fur de son existence, et notamment le grand nombre de documents élaborés dans le cadre du programme d'accompagnement à l'élaboration des PCD, s'est imposée pour d'une part faciliter leur consultation et d'autre part contribuer à leur valorisation.

Au cours de cette année, une interface numérique qui intègre les documents produits a été mise en place et le logiciel PMB de la bibliothèque de Targa configuré et mis à jour.

Actuellement la bibliothèque de Targa recense environ 5 000 ouvrages, publications...

5.4 PARTICIPATION A DES CONFERENCES, SEMINAIRES ET EVENEMENTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Targa a pris part aux rencontres suivantes :

- ✗ **Le 11ème forum régional des collectivités locales et de la société civile**, organisé dans le cadre d'un partenariat entre la Région Tanger-Tétouan, le Programme Art-Gold du PNUD et la DGCL, sous le thème de : Les défis de l'articulation de l'action de la Société Civile avec les Collectivités Territoriales dans la perspective de la Régionalisation Avancée et de l'Agenda Post 2015, à Tanger le 10 et 11/06/2013
- ✗ **Lancement du projet « Initiative Régionale pour le renforcement des capacités des communes rurales de la région Tanger Tétouan en matières genre et d'égalité des chances**

(IR- RTT) », Rencontre co-organisée par l'association ADELMA et le programme ARTGOLD du PNUD, la Province de Larache au siège de la Province de Larache, le 05/06/2013

- ✗ **Elaboration du Plan stratégique de développement de la province de Larache (PSP),** Le 29/10/2013 au siège Province de Larache
- ✗ **Lancement du Plan de Développement Stratégique APDN 2013-2017 de la province Larache (PSDA),** organisé par l'APDN, Siège de la Province de Larache, le 13/11/2013
- ✗ **Journée d'évaluation et de capitalisation du dispositif d'accompagnement des PCD** organisée par la DGCL à Rabat, le 20/03/2013
- ✗ **Atelier d'intégration de la composante VIH/sida dans les documents de planification stratégique territoriale des collectivités de la région de Tanger-Tétouan,** organisé par le Conseil régional de Tanger Tétouan en partenariat avec le PNUD, ONUSIDA et le Ministère de la Santé à Tanger les 12 et 13/12/2013
- ✗ **Colloque international de Taounate : Le Patrimoine des Jbala au service du Développement,** organisé par la Fondation Ibn al Khatib et le Groupe Jbala de Recherche et Développement, en collaboration avec l'INPMA et le Labo-REL (USMBA), avec le soutien de la Préfecture de Taounate à Taounate, les 24 et 25/05/2013
- ✗ **Séminaire sur la Gestion des ressources forestières dans le cadre de la régionalisation avancée,** organisé par le Haut-Commissariat aux Eaux et Forêt et à la lutte contre la Désertification à Skhirat, les 07 et 08/05/2013
- ✗ **Rencontre sur Les forêts Méditerranéennes au service du développement durable des territoires : quelles stratégies d'adaptation et d'atténuation face aux changements globaux ?** organisée par les Gouvernement algérien, la FAO, le Ministère français chargé des forêts le comité Silva Mediterranea et sa présidence turque, la Coopération Allemande au Développement (GIZ), le Plan Bleu, le Réseau Méditerranéen des Forêts Modèles (RMFM), l'Institut Européen des Forêts - bureau Méditerranéen (EFIMED), l'Association internationale forêts méditerranéennes (AIFM), et le Centre Technologique Forestier de Catalogne (CTFC), du 17 au 21/03/2013 à Tlemcen.
- ✗ **Rencontre sur l'Energie et l'Environnement,** réunion de coordination inter-ONG avec l'appui du PNUD Art Gold organisée à la Maison du Parc de Bouhachem, dans le cadre du processus de création du futur Parc Régional de Bouhachem le 18/04/2013
- ✗ **Séminaire sur l'Adaptation au changement climatique et lutte contre la précarité énergétique en milieu rural dans la Région de Tanger-Tétouan,** organisé par le GERES en partenariat avec la Région Tanger-Tétouan 26-28/02/2013, à Tanger et Chefchaouen
- ✗ **Rencontre société civile et Parlement,** organisée à Casablanca par le Collectif Démocratie et Modernité le 23/02/2013
- ✗ **Séminaire sur le thème « de la nécessité d'une nouvelle coopération décentralisée -regards croisés sur le cas Maroc / Belgique »** organisé par Targa Belgique le 26/09/2013 à Bruxelles
- ✗ **7eme rencontre des quaternaristes marocains** à Agadir organisée par l'Université Ibn Zohr d'Agadir et l'association marocaine pour l'étude du quaternaire, du 19 au 22/11/2013